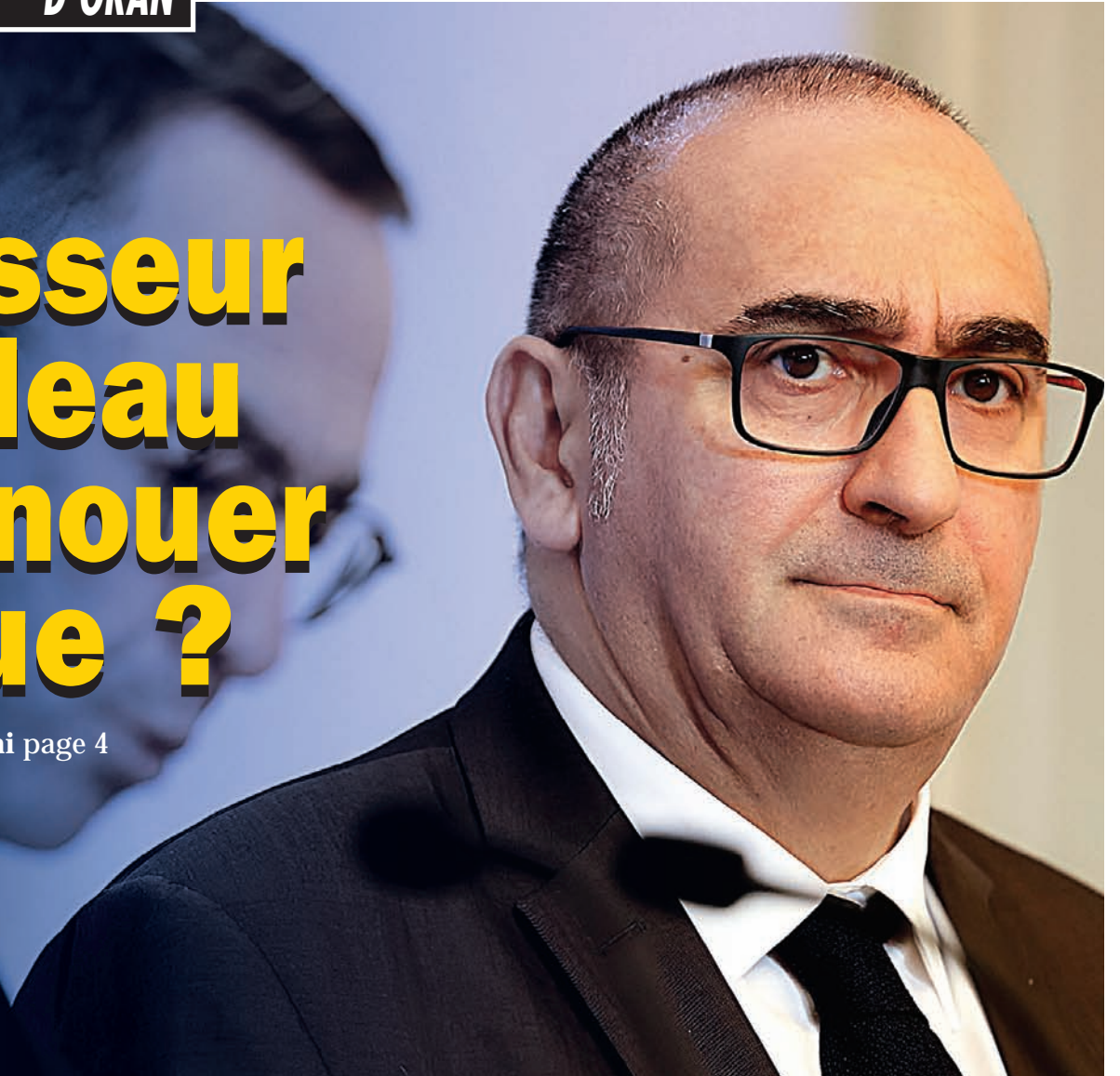


ALGÉRIE-FRANCE

Le successeur de Retailleau veut-il renouer le dialogue ?

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 4



LE CAHIER DES CHARGES FIN PRÊT Du nouveau pour le courrier express



Lire l'article de M. Aziza page 4

SAYOUD

«La garantie de la sérénité publique, une priorité»

Lire l'article de A. Z. page 3



GHAZA

Hamas rejette les allégations du département d'Etat US

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2



Ghaza Hamas rejette les allégations du département d'Etat US

Dimanche, 10^e jour de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, les échanges de prisonniers décédés se sont poursuivis entre la Résistance palestinienne et l'entité sioniste, dans le cadre de la première phase du « plan de paix » de Donald Trump.



Mohamed Mehdi

Dans son rapport statistique quotidien sur le nombre de victimes de l'agression sioniste contre Ghaza, publié hier, le ministère de la Santé fait état de 18 martyrs, dont 10 corps retrouvés sous les décombres, 8 martyrs ciblés directement par les forces d'occupation, et 3 blessés au cours des précédentes 24 heures (samedi).

Le document précise que depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 11 octobre 2025, que l'entité sioniste n'a pas respecté à ce jour, les attaques de l'armée israélienne ont fait 35 martyrs et 146 blessés, et que durant la même période les services de la Protection civile ont retiré 414 corps de martyrs sous les décombres dans différentes parties de Ghaza. Le ministère de la Santé annonce également la réception de 15 corps de martyrs restitués dimanche par l'occupation israélienne et la Croix-Rouge, portant le nombre total de corps reçus à 150 (en différentes étapes : 45+45+30+15+15). La même source indique que sur les 150 corps, 25 martyrs ont été identifiés par leurs familles.

«PROPAGANDE ISRAËLIENNE»

Durant la première semaine de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, l'entité sioniste a commis 47 violations, tuant pas moins de 38 Palestiniens, dont plusieurs femmes et enfants. Ces faits ne semblent pas intéresser les médias «libres» occidentaux, aux Etats-Unis comme en Europe, ni même l'administration Trump «garante» du «plan de paix» qu'elle a mis en œuvre pour instaurer le cessez-le-feu et libérer les prisonniers israéliens. Pire, c'est la Résistance palestinienne qui est accusée de «violation de l'accord de cessez-le-feu», comme l'a déclaré, samedi soir, le département d'Etat américain, des accusations qualifiées de «pleinement conformes à la propagande israélienne» par le Hamas.

«Le Hamas rejette les allégations contenues dans la déclaration du Dépar-

tement d'Etat américain et nie catégoriquement les accusations portées contre lui concernant une «attaque imminente» ou une «violation de l'accord de cessez-le-feu». Ces fausses allégations sont pleinement conformes à la propagande israélienne trompeuse et servent de couverture aux crimes persistants et à l'agression systématique de l'occupation contre notre peuple», lit-on dans la déclaration du Mouvement.

Le communiqué rappelle des «faits» largement connus qui ont été même rapportés par les médias israéliens, à savoir que «les autorités d'occupation ont formé, armé et financé des bandes criminelles qui ont perpétré des meurtres, des enlèvements, des vols de camions d'aide et des vols à main armée contre des civils palestiniens». Des crimes que ces bandes armées «ont publiquement reconnu» dans les médias sociaux, «confirmant l'implication de l'occupation dans la propagation du chaos et l'atteinte à la sécurité». Concernant les mesures prises par la police de Ghaza de pourchasser ces bandes criminelles complices des forces d'occupation, le Mouvement Hamas affirme que cette démarche, qui «bénéficie d'un large soutien populaire et de la société civile», a pour but de «protéger les citoyens et de préserver les biens publics et privés». Le Hamas appelle l'administration américaine à «cesser de répéter le discours trompeur de l'occupation» l'invitant à «s'attaquer aux violations (israéliennes, ndlr) répétées de l'accord de cessez-le-feu, notamment son soutien à ces gangs et la fourniture de réfugiés dans les zones sous son contrôle».

L'AIDE COMME «INSTRUMENT DE CHANTAGE» : LES MISES EN GARDE DU FPLP

Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) a mis en garde, dimanche dans un communiqué, «contre toute utilisation de l'aide comme instrument de chantage politique», affirmant son «rejet de tout arrangement portant atteinte à l'unité de Ghaza et à la souveraineté palestinienne».

Attaf reçoit un appel téléphonique de son homologue égyptien

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, samedi soir, un appel téléphonique du ministre des Affaires étrangères, de l'Immigration et des Expatriés égyptiens de la République arabe d'Egypte, M. Badr Abdel Atty, indique un communiqué du ministère. Cet entretien téléphonique a été l'occasion d'évoquer les différents aspects des relations de fraternité et de coopération liant les deux pays frères et d'examiner les perspectives de leur promotion à de nouveaux niveaux, dans le cadre de la préparation de la tenue de la Haute Commission mixte algéro-égyptienne, conformément aux hautes orientations données par les présidents des deux pays lors



de leur dernier entretien téléphonique", précise la même source.

Les deux ministres ont également abordé "nombre de questions régionales d'actualité, notamment les derniers développements de la cause palestinienne à

la suite de l'entrée en vigueur de l'accord de cessez-le-feu à Ghaza, ainsi que la situation en Libye, pays frère, en prévision de la prochaine réunion du Mécanisme tripartite des pays voisins, qui se tiendra en Algérie", ajoute le communiqué.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

A quoi riment les dernières déclarations du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov ? Lors

d'une récente conférence de presse, le chef de la diplomatie russe, en vieux routier de la scène mondiale, a provoqué controverse et incompréhension à travers ses réponses aux questions des journalistes, qui ont donné lieu à des lectures différentes et des interprétations selon les intérêts des uns et des autres. Pour le moment, il n'y a pas de réactions officielles à ses dires, mais la réaction de l'ancien ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammed Javad Zarif, n'y va pas avec le dos de la cuillère pour placer les choses dans leur contexte diplomatique, dont la finalité vise, en premier lieu, l'intérêt de la Russie. Ce qui est, en somme, d'une logique implacable. L'ancien diplomate iranien n'a pas mâché ses mots en affirmant, dans ce sens, que la Russie « n'avait apporté aucun soutien à l'Iran » et que sa politique à l'égard de Téhéran reposait sur « deux axes fixes », le premier consistant à empêcher l'Iran d'établir des relations stables et pacifiques avec l'Occident, et le second à l'empêcher d'entrer en confrontation directe avec la Russie. Dans ses déclarations, publiées vendredi dans une interview accordée à l'Agence de presse officielle iranienne (IRNA), en réponse directe aux déclarations du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, concernant le mécanisme de « rétablissement automatique des sanctions », M. Zarif a accusé M. Lavrov de présenter « une version déformée et inexacte » de la situation, ajoutant que « Lavrov déforme la vérité lorsqu'il prétend que cet article a été convenu directement entre moi et John Kerry ». M. Zarif a souligné que « la Russie ne cherchait pas à faire aboutir l'accord nucléaire, car elle estimait que son succès conduirait à un retour de l'Iran à des relations normales avec la Communauté internationale, ce qui allait à l'encontre de ses intérêts ». Ajoutant que le rôle de la Russie dans les négociations représentait « un mélange de coopération apparente et d'obstruction secrète », l'an-

Logique implacable

cien diplomate iranien a affirmé que Moscou avait exercé, dans les dernières phases des négociations, « des pressions politiques avec un ton

condescendant pour empêcher la conclusion d'un accord », mais que « l'accord avait été conclu, le soir même, malgré l'opposition des Russes », selon ses propres termes. Poursuivant ses déclarations chocs, l'ancien ministre a expliqué que Moscou « avait proposé précédemment une suspension temporaire des résolutions du Conseil de sécurité afin de maintenir la situation entre l'Iran et l'Occident dans un état ni de guerre ni de paix », soulignant que cette approche « servait les intérêts de la Russie, qui ne souhaite pas une stabilisation complète des relations internationales de Téhéran ». Indiquant que le soutien de Moscou à ce qu'il a qualifié d'« accords temporaires et fragiles tels que l'accord de Genève » s'inscrit dans ce contexte.

L'agence IRNA a rappelé, dans ce contexte, que M. Zarif avait également critiqué les précédentes tentatives russes de limiter les capacités nucléaires iraniennes en proposant d'approvisionner en permanence la centrale de Bushehr en combustible russe, ce qui aurait « privé l'Iran de son droit à l'enrichissement autonome », et que cette proposition visait à « maintenir l'Iran dans un état de dépendance technique et politique vis-à-vis de Moscou ». Est-ce que c'est cette indépendance technique et politique adoptée par d'autres États, qui privilégient le non-alignement dans le sens le plus large de sa politique, qui pousse Moscou à commenter l'actualité internationale selon la vision étroite qui veut que « si tu n'es pas avec moi, tu es contre moi » ? Certainement que les déclarations de M. Lavrov auront leurs impacts diplomatiques, d'une manière officielle ou officieuse, même si des médias russes proches du Kremlin, en réagissant aux propos de l'ancien ministre iranien, affirment que les relations entre les deux pays (Russie-Iran) « reposaient sur le respect mutuel et les intérêts communs ». Une formule généraliste valable en tout temps et en tout lieu.

«Les propositions visant à diviser la bande de Ghaza en zones «humanitaires ou administratives temporaires», qui subordonnent l'aide et la reconstruction à des conditions politiques préalables, portant atteinte aux droits du peuple palestinien et à sa souveraineté nationale, constituent des décisions dangereuses, inacceptables pour les Palestiniens et contraires aux dispositions de la proposition américaine», a déclaré le FPLP.

Le Front souligne que «la reconstruc-

tion, l'ouverture des points de passage, en particulier celui de Rafah, et l'acheminement de l'aide humanitaire sont des droits humains fondamentaux qui ne doivent pas être utilisés comme instruments de pression, de chantage ou de marchandage politique», suggérant que «tout arrangement temporaire» doit être «soumis au contrôle palestinien et international» et devant être «limité dans le temps, conformément à ce qui a été convenu pour la période

interimaire, sans porter atteinte à l'unité du territoire et du peuple». Le FPLP appelle «les médiateurs et les États garants» à œuvrer pour «garantir une participation palestinienne réelle et effective à toutes les phases des efforts de reconstruction et de secours, et à mettre en place des mécanismes transparents de responsabilisation et d'indemnisation pour les destructions et les violations commises par l'occupation».

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone:** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax:** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Sayoud «La garantie de la sérénité publique, une priorité»

A. Z.

Le citoyen au cœur de l'action publique. C'est le message livré par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, à propos du fonctionnement des services publics et autres, liées aux différents chantiers du secteur. Rappelant dans ce sens «les priorités de l'action sectorielle issues des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant le suivi des affaires des citoyens et l'interaction urgente avec eux, outre le soutien total à la dynamique économique actuelle, notamment en ce qui concerne le renforcement de la cadence des exportations». Intervenant, samedi, lors d'une réunion avec les cadres du secteur, tenue au siège du ministère, le ministre a souligné : «l'étroite corrélation entre les dossiers sectoriels dans leurs différents volets, et les affaires quotidiennes du citoyen», insistant sur la nécessité de «redoubler d'efforts en vue d'améliorer la performance et répondre ainsi aux aspirations des citoyens», tout en insistant sur le fait que cet objectif ne peut pas être atteint sans le «suivi sur le terrain du fonctionnement des Services publics locaux en lien direct avec le citoyen, et de remédier immédiatement aux dysfonctionnements constatés, notamment en matière de santé de proximité, d'éducation et d'approvisionnement», selon les termes d'un communiqué du ministère. L'alimentation en eau potable figure parmi les dossiers auxquels le ministre a accordé une importance particulière. Dans ce sillage, il a estimé nécessaire de «veiller à garantir l'approvisionnement en eau avec le plus haut niveau de rigueur et de discipline», soulignant l'impératif pour les autorités locales «d'informer le citoyen au préalable de toute perturbation ou modification du programme du service public via tous les supports disponibles». Dans ce contexte, le ministre accorde «une importance majeure à la priorité donnée aux wilayas du Sud, à travers la prise de mesures adaptées aux spécificités des différentes régions, et une approche prospective que les responsables locaux doivent adopter pour éviter toute perturbation de l'approvisionnement en eau».

D'autres dossiers non moins importants n'ont pas été en reste lors de cette réunion, à l'enseigne des routes, où il a insisté sur «le suivi et l'accélération de la cadence des projets de routes, notamment au niveau des wilayas du Sud, et la nécessité de prendre des mesures conjoncturelles qui garantissent la fluidité du trafic routier, durant la période de réalisation de ces projets». Evoquant la prise en charge des préoccupations des citoyens, M. Sayoud a appelé que «la garantie de la sérénité publique est en tête des priorités sectorielles», soulignant que «malgré l'efficacité dont font preuve les Services de sécurité, dans la lutte contre les formes de violence sociale, des mesures d'appui seront mises en œuvre afin d'intensifier la présence sécuritaire, notamment dans les périmètres des structures scolaires et universitaires». «Toute atteinte à la sécurité du citoyen et à la sérénité publique sera traitée avec fermeté, en veillant à

l'application stricte des lois de la République», a-t-il mis en garde.

ULTIMATUM POUR «AMÉLIORER LES SERVICES DE TRANSPORT FERROVIAIRE»

En matière d'accidents de la circulation, le ministre n'y voit pas plus qu'une activation des mesures légales et réglementaires «pour une meilleure maîtrise de la sécurité routière et la réduction du nombre de ces accidents».

Le ministre a également donné instruction pour «maintenir un dialogue permanent avec les élus, en tant que représentants du peuple», et ce dans le cadre des efforts visant à améliorer la prise en charge des citoyens, non sans rappeler «les instructions du président de la République concernant l'impératif de consacrer des séances périodiques à l'accueil des députés», qu'il considère comme «des espaces propices à une consultation constructive et à l'échange de points de vue pour traiter les questions liées aux affaires locales et renforcer la cadence du développement».

Dans le registre de l'amélioration du cadre de vie des citoyens, M. Sayoud a donné «des instructions strictes pour aller de l'avant sans délai dans la mise en œuvre des conclusions de la dernière rencontre dédiée aux problématiques liées à la propreté publique et à l'amélioration urbaine», appelant à «procéder à un recensement précis de la situation de prise en charge de cet aspect à travers l'ensemble des wilayas du pays».

Le ministre a également accordé une attention particulière aux questions liées au secteur des Transports, rappelant dans ce cadre «les engagements à concrétiser dans le domaine de la promotion et de la modernisation», et donnant une série d'instructions visant à «améliorer les services du Transport ferroviaire». Dans ce sillage, il a mis l'accent sur la nécessité de «pallier certaines lacunes constatées, comme les retards accusés par les trains et les pannes récurrentes affectant le bon déroulement du programme du transport ferroviaire». Un ultimatum d'un mois a été fixé aux responsables concernés «pour remédier à cette situation et honorer l'engagement pris envers les citoyens en matière de qualité de service», annonçant la tenue prochaine d'une «réunion d'évaluation consacrée à ce dossier, qui comportera également un point sur l'état d'avancement des ateliers de maintenance des trains Coradia», indique la même source.

Concernant le renforcement du Transport aérien domestique, M. Sayoud a salué les efforts déployés qui ont abouti, a-t-il dit, à «un programme renforcé qui sera lancé dès le 26 octobre courant», appelant à «accorder tout l'accompagnement nécessaire pour la réussite de la saison du tourisme saharien». Dans le domaine du Transport terrestre, le ministre a insisté sur «le suivi rigoureux du dossier d'importation des bus de transport de voyageurs, en coordination avec les secteurs concernés, en vue de la mise en œuvre du calendrier fixé, dans les délais impartis, et concrétiser ainsi l'engagement lié au remplacement et au retrait des bus vétustes du parc national».

Conseil des ministres Statut de la magistrature et dessalement au menu

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à un projet de loi organique portant statut de la magistrature, au suivi de la réalisation des stations de dessalement de l'eau de mer, ainsi qu'à des exposés, notamment

concernant les préparatifs de la 4e édition de la Conférence africaine des start-up, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, en ce moment, une réunion du Conseil des ministres consacrée à

un projet de loi organique portant statut de la magistrature, au suivi de la localisation et de la réalisation des stations de dessalement de l'eau de mer, conformément aux orientations du précédent Conseil des ministres, ainsi qu'à des exposés, notamment concernant les préparatifs de la 4e édition de la Conférence africaine des start-up", lit-on dans le communiqué.



Mustapha Aggoun

Être sans se nommer

Écrire sous un pseudonyme, c'est comme déposer une partie de soi dans l'ombre, confier sa voix à un visage sans traits, à un nom qui n'a pas d'enfance, pas de chair, pas de passé. C'est une manière d'exister sans être vu, de parler sans être reconnu, de se cacher pour mieux se dire. Yasmîna Khadra, qui écrivait sous ce pseudonyme avant de révéler sa véritable identité, Mohammed Moulessehoul, en est un exemple emblématique. On peut également citer le poète Adonis, de son vrai nom Ali Ahmed Saïd Esber, ou encore Sarah Rivens, écrivaine algérienne contemporaine connue pour ses romans de dark romance. Chacun de ces auteurs a choisi d'écrire sous un pseudonyme pour des raisons qui lui sont propres, qu'elles soient personnelles, artistiques ou liées à des contraintes sociales et professionnelles. Le pseudonyme, dans ces destins, fut plus qu'un artifice : il fut un cri, une nécessité, un instrument de vérité.

Cette vérité, je l'ai, moi aussi, éprouvée à ma manière, sans être écrivain ni issu d'un parcours littéraire, tout en m'abstenant avec humilité de me placer aux côtés de ces auteurs, dans un silence que je croyais protecteur et qui s'est peu à peu mué en solitude. J'ai écrit sur les réseaux sociaux un temps, sous un nom d'emprunt. Un nom discret, choisi comme on choisit un abri avant la tempête mais symbolique. Au début, je me sentais léger, affranchi de la lourdeur du jugement, délivré du fardeau du regard des autres. Ce masque m'offrait la liberté d'exprimer mes pensées avec une franchise totale, sans craindre la subjectivité des attaques personnelles ni les insinuations d'opportunisme ou d'orgueil. J'écrivais avec la conviction que seule la sincérité du verbe comptait, que l'idée devait primer sur celui qui la portait. Mais peu à peu, un trouble s'est insinué, doux d'abord, presque imperceptible, puis envahissant.

Derrière le confort de l'anonymat, j'ai senti naître une gêne sourde, une fracture intime. Parler de mes propres textes sans pouvoir avouer qu'ils étaient miens me laissait un goût amer, comme si chaque mot prononcé me séparait un peu plus de ma vérité. Je me souviens de ces discussions où, écoutant les autres commenter mes écrits, je devais feindre

la distance, cacher le feu intérieur de celui qui reconnaît sa propre voix. J'avais voulu m'effacer pour être libre, mais j'avais fini par m'éloigner de moi-même. Il y avait dans cette dissimulation une forme subtile d'hypocrisie, non par malveillance, mais par décalage entre l'être et le dire. Je découvrerais qu'on ne peut pas toujours se protéger sans se perdre un peu. C'est alors que j'ai décidé d'abandonner le pseudonyme.

Ce fut un geste simple, mais profondément libérateur. Reprendre mon vrai nom, c'était retrouver mon souffle, mon axe, ma cohérence. C'était accepter d'assumer mes mots, mes doutes, mes maladresses, mes vérités. J'ai compris que la liberté d'écrire n'est pas seulement celle de dire, mais celle d'être pleinement présent dans ce que l'on dit. Et pourtant, je n'oublie pas que pour certains, le pseudonyme reste une nécessité, parfois même une question de survie. Il protège ceux qui vivent dans des sociétés où la parole libre est un danger, où penser peut coûter la vie. Il préserve ceux qui refusent la gloire et cherchent la pureté d'un message dépouillé du narcissisme de l'auteur. Dans ces cas-là, le pseudonyme n'est pas un mensonge, mais une pudeur, une élégance de l'esprit. Le danger n'est pas dans le masque, mais dans l'intention qui le porte. Car il y a des pseudonymes nés du courage et d'autres nés de la fuite ; des pseudonymes faits de lumière et d'autres tissés d'ombre. Ce n'est pas le déguisement qui est condamnable, mais le mensonge intérieur qu'on lui associe.

L'écriture, lorsqu'elle est sincère, trouve toujours son chemin vers la vérité, quel que soit le nom qui la signe. Aujourd'hui, je crois que chaque écrivain porte en lui deux forces : le besoin de se protéger et celui de se révéler. Le pseudonyme naît de la première, la signature de la seconde. Entre les deux, il y a cette tension qui fait vibrer l'âme de l'auteur, ce fragile équilibre entre pudeur et courage.

Écrire sous un pseudonyme m'a appris la beauté du secret, mais aussi la grandeur du dévoilement. Et dans ce voyage entre l'ombre et la clarté, j'ai compris que le véritable nom de l'homme, ce n'est ni celui qu'il cache ni celui qu'il signe, mais celui qu'il grave, en silence, dans la conscience de ceux qui le lisent.

Algérie-Russie Explorer de nouvelles opportunités de coopération

L'Algérie a pris part à l'édition 2025 du forum "Russian Energy Week 2025", tenu à Moscou du 15 au 17 octobre, un événement international majeur consacré aux enjeux énergétiques mondiaux et aux perspectives de coopération dans les hydrocarbures et les nouvelles énergies, a indiqué l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) dans un communiqué.

La délégation algérienne comprenait un représentant du ministère des Hydrocarbures et des mines, le président d'ALNAFT,

ainsi que le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH). Selon la même source, la participation d'ALNAFT à ce forum s'inscrit dans la continuité de la coopération énergétique entre l'Algérie et la Fédération de Russie et vise à explorer de nouvelles opportunités d'investissement et de partenariat dans les hydrocarbures et les technologies énergétiques.

En marge des travaux, le président d'ALNAFT a eu plusieurs rencontres bilatérales avec des responsables de grandes compagnies russes, notam-

ment Gazprom International, Gazprom Neft, Zarubezhneft et Lukoil, permettant d'examiner des perspectives concrètes de coopération dans les domaines de l'exploration, de la production et du développement des capacités techniques.

ALNAFT a souligné que cette participation traduit l'engagement de l'Algérie à promouvoir son potentiel minier et énergétique sur la scène internationale et à accompagner la dynamique de partenariat stratégique soutenue par le gouvernement dans le secteur des hydrocarbures.

Algérie-France Le successeur de Retailleau veut-il renouer le dialogue ?

El-Houari Dilmi

Le nouveau ministre de l'Intérieur français veut reprendre le dialogue avec Alger, alors que les relations entre la France et l'Algérie sont au point mort depuis l'été 2024.

Le nouveau ministre français de l'Intérieur, Laurent Nuñez, a déclaré dimanche, vouloir renouer « le dialogue » avec l'Algérie, alors que Paris et Alger sont empêtrés, depuis plus d'un an, dans une crise diplomatique.

« Je comprends que la tension qu'il y a actuellement avec l'Algérie fait qu'on n'a plus de relation sécuritaire avec eux, d'échanges sécuritaires. Pour un ministre de l'Intérieur, c'est un problème, c'est un gros problème », a déclaré Laurent Nuñez, lors d'un entretien avec plusieurs médias français. « Il faudra à un moment qu'on reprenne le dialogue avec les Algériens sur les questions de sécurité, d'échanges

d'informations », a-t-il continué. Les relations entre Paris et Alger sont au plus bas depuis l'été 2024.

Le ministre a également précisé ne pas avoir encore pris contact avec son homologue algérien. Interrogé sur un récent rapport parlementaire qui proposait de remettre en cause les dérogations accordées aux Algériens dans le cadre de l'Accord franco-algérien de 1968, Laurent Nuñez n'a pas souhaité se prononcer. « Il y a cet accord, il fonctionne, il n'est pas complètement parfait, je vous le concède, mais pour l'instant, ce n'est pas à l'ordre du jour », a-t-il expliqué. L'ex-ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau avait dit, à plusieurs reprises, son souhait de le remettre en cause.

Au lendemain de la participation de l'ambassadeur de France à Alger, Stéphane Romatet, à la demande du Président Macron, à la commémoration du 17 octobre 1961, ce geste du nouveau locataire Place Beauvau intervient alors que les

relations entre Alger et Paris sont au point mort depuis l'été 2024. Plusieurs dossiers opposent l'Algérie à l'ex-puissance coloniale, dont le lourd dossier de la mémoire, la mobilité des personnes, les essais nucléaires français dans le Sahara algériens, les entraves à la mission diplomatique en France, le revirement de la position de Paris sur le Sahara occidental, les questions migratoires, les OQTF, l'affaire Boualem Sansal, autant de « pierres d'achoppement » qui se dressent sur le chemin d'un retour à la normale entre les deux pays. Autre « casus belli », la dénonciation de l'Accord franco-algérien de 2013 relatif à l'exemption mutuelle de l'obligation de visa pour les titulaires de passeport diplomatique et de service. La France avait injustement imputé la responsabilité de la suspension dudit Accord à la partie algérienne, ce que le ministère algérien des Affaires étrangères a qualifié de « mensonge ».

Incertitudes pesant sur l'économie mondiale

Le plaidoyer du Gouverneur de la Banque d'Algérie

Le Gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Salah-Eddine Taleb, a souligné depuis Washington la nécessité de renforcer le multilatéralisme et la coopération internationale pour faire face à la montée des incertitudes qui pèsent sur l'économie mondiale. M. Taleb s'exprimait au nom d'un groupe de pays lors de la 52e réunion du Comité monétaire et financier international (IMFC), tenue les 16 et 17 octobre à Washington, dans le cadre des Réunions annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale. Le responsable a indiqué que l'économie mondiale entre dans une nouvelle phase marquée par une forte incertitude, liée notamment au vieillissement démographique, à la transformation numérique et au changement climatique, autant de facteurs qui redéfinissent les structures économiques et influent sur la croissance et la répartition des revenus. Pour lui, des niveaux d'endettement élevés et les mutations de l'ordre économique international accroissent les risques, rendant les perspectives de long terme plus incertaines. Malgré sa résilience actuelle, la croissance mondiale demeure atone, freinée par les chocs tarifaires, les tensions géopolitiques persistantes et les incertitudes de politique économique. Ces évolutions compliquent les efforts visant à stimuler l'emploi, réduire la pauvreté et reconstituer les marges

budgétaires. Par ailleurs, l'inflation, bien qu'en baisse graduelle, reste au-dessus des cibles fixées dans plusieurs économies. M. Taleb a noté que les perspectives demeurent orientées à la baisse, en raison notamment du risque d'escalade de conflits et d'un durcissement des conditions financières internationales. Si les avancées en matière numérique et diplomatique constituent des éléments positifs, elles ne suffisent pas à contrebalancer les facteurs de risque. Dans ce contexte, il a estimé que "la politique la plus efficace consiste à renforcer le multilatéralisme", soulignant la nécessité de réformer les mécanismes internationaux de règlement des différends afin de prévenir les conflits et le protectionnisme. Le Gouverneur a mis en garde contre la concentration de déséquilibres extérieurs dans certaines grandes économies, estimant qu'une coopération accrue permettrait de restaurer durablement l'équilibre mondial. Evoquant la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP), M. Taleb a relevé que les économies émergentes et en développement subissent déjà les effets du ralentissement mondial et des tensions commerciales. Pour les exportateurs d'hydrocarbures, la volatilité des prix du pétrole et du gaz pourrait fragiliser les équilibres extérieurs et budgétaires, a-t-il averti, appelant à poursuivre les efforts de diversifica-

tion économique. Les importateurs de pétrole, quant à eux, doivent consolider leurs finances publiques en améliorant la mobilisation des recettes intérieures et en hiérarchisant les dépenses. Les pays à faible revenu de la région, souvent touchés par des conflits, font face à des besoins de développement importants et nécessitent un appui international accru, a-t-il ajouté. Sur le plan des politiques macroéconomiques, M. Taleb a recommandé de reconstituer les marges budgétaires et de renforcer la résilience face aux chocs futurs, en maintenant la stabilité des prix et la soutenabilité de la dette. Il a également plaidé pour une amélioration de l'efficacité de la dépense publique afin de dégager des marges pour l'investissement dans les infrastructures, la santé et l'éducation.

Enfin, le Gouverneur a réaffirmé le soutien de la circonscription qu'il représente au Programme d'action mondial de la Directrice générale du FMI, insistant sur l'importance du rôle du Fonds dans la stabilité financière internationale et la restructuration ordonnée de la dette.

Il a conclu en appelant à un FMI solide, fondé sur les quotes-parts et doté de ressources adéquates, saluant l'approbation par les pays de la région de la 16e révision générale des quotes-parts et encourageant la poursuite des réformes de gouvernance dans le cadre des prochaines prévisions.

République de Corée

Chanegriha assiste à une exhibition aérienne

Le Général d'Armée Said Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a assisté, dimanche en République de Corée, à une exhibition aérienne organisée dans le cadre des activités de l'Exposition internationale d'aérospatial et de défense "ADEX-2025" de Séoul, indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

"Dans le cadre de sa visite officielle en République de Corée, Monsieur le Général d'Armée Said Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a assisté, aujourd'hui 19 octobre 2025, à une exhibition aérienne organisée dans le cadre des activités de l'Exposition internationale d'aérospatial et de défense +ADEX-2025+ de Séoul, l'un des

événements mondiaux majeurs consacrés aux industries aéronautiques et de défense de pointe", précise la même source. Le Général d'Armée, accompagné de cadres de l'ANP, "a suivi une démonstration aérienne exécutée par des unités des forces aériennes coréennes, comprenant des manœuvres aériennes et des formations synchronisées d'avions de combat", indique le communiqué.

Il s'est entretenu avec le Général d'Armée Son Seok-rak, commandant des Forces aériennes des Forces armées de la République de Corée, "qui a salué la place importante qu'occupe l'Algérie sur la scè-

ne militaire et son engagement à suivre les évolutions de la défense à l'échelle mondiale". Il a également remercié le Général d'Armée "pour avoir honoré l'invitation et pour sa participation active à cet événement d'envergure mondiale". "Cette visite témoigne de l'intérêt qu'accorde le Haut Commandement de l'ANP à se mettre au diapason des évolutions technologiques mondiales, et s'inscrit dans la démarche stratégique de modernisation des systèmes de défense et de renforcement des capacités nationales, conformément aux exigences du monde actuel", conclut le communiqué.

Batna

Séisme de 4,2 degrés

Une secousse tellurique de 4,2 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée, dimanche à 15h53, dans la wilaya de Batna, annonce le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 13 km au nord-est de Ichemoul, dans la même wilaya, a précisé le CRAAG.

Le cahier des charges fin prêt Du nouveau pour le courrier express

M. Aziza

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a finalisé l'élaboration du nouveau cahier des charges fixant les conditions d'exploitation des services postaux soumis au régime de la déclaration simplifiée. Ce texte, qui a été enrichi par les contributions de plusieurs acteurs du secteur, sera prochainement présenté par l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCÉ). Il marque une étape décisive vers une meilleure organisation du marché du courrier express et une protection accrue des consommateurs. C'est ce qui ressort du communiqué rendu public par le département de Sid Ali Zerrouki. Ce projet vise à instaurer une plus grande transparence et à renforcer la qualité du service postal, longtemps critiqué pour son manque d'encadrement. Il introduit notamment des obligations précises pour les opérateurs, allant du respect des normes professionnelles et techniques à la garantie de la confidentialité des correspondances et des données personnelles. Le texte impose ainsi des normes, entre autres, « l'adoption d'une identité commerciale claire, avec un nom et un logo distinctifs apposés sur les enveloppes et les véhicules », et l'obligation du « port d'un uniforme pour les employés, reflétant l'identité de l'établissement et respectant les règles d'hygiène et de bienséance ». Les opérateurs sont également tenus « d'installer une enseigne visible au niveau de leurs sièges commerciaux afin de faciliter l'établissement de contacts avec la clientèle », selon le communiqué.

Sur le plan professionnel et technique, le projet de cahier des charges insiste sur « la nécessité de garantir la confidentialité des correspondances, la sécurité des envois postaux, et le respect de la législation relative à la protection des données personnelles ». Les entreprises seront désormais obli-

gées de publier de manière transparente leurs tarifs ainsi que leurs conditions de service. Le texte impose par ailleurs la mise en place d'un système électronique de suivi des envois et traitement de plainte. Avec un mécanisme d'indemnisation en cas de perte ou d'endommagement, tout en interdisant la remise de colis à des mineurs sans autorisation légale.

Le projet, précise le communiqué, encourage la transition numérique, en imposant aux opérateurs de proposer au moins un moyen de paiement électronique, que ce soit via des terminaux de paiement électronique (TPE) ou par des codes QR, afin de réduire les transactions en espèces et d'encourager la transition numérique dans les transactions postales et encadre les relations de sous-traitance afin d'assurer une concurrence loyale et une traçabilité complète des activités.

Contacté par nos soins, le président de l'Association de protection et d'orientation du consommateur (APOCÉ), Mustapha Zebdi, a salué cette initiative tout en regrettant que son organisation n'ait pas été associée à l'élaboration du cahier des charges. Il a rappelé que son association dénonçait depuis plusieurs années l'absence de cadre réglementaire clair et les difficultés rencontrées par les consommateurs pour déposer plainte, notamment contre certaines entreprises exerçant sans registre de commerce. Et d'expliquer que l'opérateur sous-traite parfois avec des entreprises qui exercent une activité commerciale alors qu'ils n'ont même pas un registre de commerce ce qui rend difficile la possibilité de les contacter en cas de problème.

M. Zebdi a souligné la nécessité de situer les responsabilités des opérateurs, de garantir la confidentialité des données et d'assurer une meilleure qualité de service. « Nous attendons de connaître le contenu du document pour voir si nos préoccupations ont été prises en compte », a-t-il conclu.

Genève

Rezic participe aux travaux de la CNUCED

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezic, participera, à partir de ce lundi, aux travaux de la 16e session de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED 16), prévue du 20 au 23 octobre au Palais des Nations à Genève (Suisse), sous le thème "Décider de l'avenir : opérer une transformation économique qui contribue à un développement équitable, inclusif et durable", indique un communiqué du ministère.

Cette conférence ministérielle, organisée tous les quatre ans sous les aus-

pices des Nations unies, est l'un des plus importants événements économiques internationaux, précise la même source. Sont attendus à cette conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement, des ministres des Affaires étrangères, des Finances, du Commerce et de l'Economie de 195 Etats membres de la CNUCED, ainsi que des chefs d'organisations internationales, des économistes lauréats du prix Nobel, et des organisations de la société civile de premier plan, outre des banques de développement et des organisations financières et commerciales mondiales, conclut le communiqué.

Trafic de psychotropes et blanchiment d'argent Un réseau démantelé à Mostaganem

Les services de police de Mostaganem ont réussi à démanteler un réseau criminel spécialisé dans le trafic de psychotropes et le blanchiment d'argent, avec l'arrestation de quatre individus, a indiqué, dimanche, un communiqué de la Sûreté de wilaya.

Lors de cette opération, 4.360 comprimés de psychotropes ont été saisis, ainsi qu'une somme d'argent estimée à 1 million et 80.000 dinars algériens et un montant en devises étrangères de 4.950 euros. Les forces de l'ordre ont également saisi des bijoux en or pesant 1 kg et 178 grammes, d'une valeur de 29 millions et 320.000 dinars, ajoute la même source.

L'opération a été enclenchée, selon le communiqué, après la surveillance d'un membre du réseau criminel alors qu'il s'apprêtait à écouler des psychotropes dans le secteur de compétence de la deuxième Sûreté urbaine de la

ville de Mostaganem. Après avoir recueilli les informations nécessaires et mis en place un plan d'intervention, le suspect a été interpellé en possession d'une quantité de psychotropes.

Les investigations approfondies menées ont permis d'identifier les autres membres du réseau criminel et de les arrêter, tout en saisissant les sommes d'argent, les bijoux et les psychotropes sus-indiqués.

Une procédure judiciaire a été lancée à l'encontre des quatre suspects, qui ont été présentés devant le parquet près le tribunal de Mostaganem, sous l'accusation de vente de psychotropes dans le cadre d'un groupe criminel organisé, commerce, acquisition, financement, gestion et distribution de psychotropes par une organisation criminelle, abus de fonction pour faciliter et dissimuler ces activités et blanchiment d'argent.



Avis de consultation nationale avec exigence de capacités minimales N° 09 /DRO/ AIR ALGERIE –EPE-SPA/2025

La Direction Régionale d'Oran informe du lancement d'un avis de consultation nationale avec exigences de capacités minimales, portant sur l'aménagement de l'agence commerciale 1er Novembre à Oran.

Seules les entreprises spécialisées dans le domaine du bâtiment, titulaires d'un certificat de qualification et de classification professionnelle en cours de validité de catégorie 2 ou plus et ayant acquitté le paiement non remboursable de 3 000 DA, sont habilitées à retirer le cahier des charges.

Le paiement doit être effectué au compte bancaire suivant :
00 100 951 0300 326 732 16 – BNA 951, Soummam

Le retrait du cahier des charges s'effectue auprès de la Direction Régionale d'Oran, sise à l'îlot 26, zone des sièges – USTO Oran, sur présentation des pièces suivantes:

L'original du reçu de paiement,
Une pièce d'identité.

Les offres devront être déposées sous pli fermé et anonyme, adressé à :

AIR ALGERIE - DIRECTION RÉGIONALE D'ORAN
26 îlot, zone des sièges – USTO Oran

Avec la mention :

AVIS DE CONSULTATION NATIONALE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES
N° 09 /DRO/AIR ALGERIE –EPE-SPA/2025
– Aménagement Agence Commerciale 1er Novembre – Oran
« À ne pas ouvrir »

La date limite de dépôt des offres est fixée à 21 jours à 12h, à compter de la première publication de l'avis de consultation dans les quotidiens nationaux. Si cette échéance coïncide avec un jour férié ou de repos légal, le dépôt sera reporté au premier jour ouvrable suivant.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 14h, à la même adresse, en présence des soumissionnaires qui souhaitent y assister.

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 120 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

ANEP N° 2516032688 Le Quotidien d'Oran 20/10/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Direction de la santé et de la population de la wilaya de chlef
Établissement Public Hospitalier Ain-Merane -Chlef

AVIS DE RECRUTEMENT

L'établissement Public Hospitalier Ain-Merane – lance un appel de recrutement sur titre dans les grades suivants :

Postes ouverts	Nbr	Conditions d'accès	
Administrateur	02	Les candidats Titulaires d'une licence d'enseignement supérieur ou d'un diplôme équivalent dans les domaines et spécialités suivants : Sciences juridiques et administratives ou droits, Sciences des médias et de la communication, Démographie, Journalisme et sciences des médias, Sciences économiques, Sciences financières, Sciences de l'entreprise, Sciences de gestion, Sciences politiques et relations internationales, Sociologie à l'exception de la sociologie de l'éducation, Psychologie : Spécialisation en travail et organisation ou gestion, stress au travail, psychologie générale et psychologie sociale.	résidence de la wilaya de chlef
technicien supérieur en informatique	01	Les candidats Titulaires d'un diplôme d'études universitaires appliquées délivré par l'Université de formation continue en informatique, d'un diplôme de technicien supérieur en informatique-Certificat de programmeur et d'analyste délivré par la l'entreprise nationale des systèmes d'information automatisés.-Technicien Supérieur en Réseaux et Systèmes d'Information -Technicien supérieur en maintenance de matériel informatique.	
comptable administratif principal	02	les candidats titulaires - d'un diplôme d'études universitaires appliquées délivré par l'Université de formation continue en comptabilité, ou en comptabilité et gestion financière des entreprises, ou en comptabilité et gestion, ou en comptabilité et finance, - d'un diplôme de technicien supérieur en gestion des stocks, ou en comptabilité, ou en comptabilité et gestion, ou en comptabilité et finance, un certificat en économie et en droit	

Les dossiers de candidature aux concours doivent comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite de participation au concours (en précisant le poste souhaité, adresse et N° Tél) ;
 - Une copie de la carte d'identité nationale.
 - Une copie du diplôme ou du titre exigé, joint de relevés de notes du cursus d'études ou de formation
 - une fiche de renseignement, dûment remplie par le candidat. (<http://www.dgfp.gov.dz/fr/index.asp>).
 - Les attestations de travail justifiant l'expérience professionnelle du candidat, dans la spécialité. Le candidat ayant exercé au secteur privé doit joindre une attestation d'affiliation à la caisse nationale de la sécurité sociale.
 - Certificat de résidence de la wilaya de chlef.
 - Une copie de l'attestation justifiant la situation vis-à-vis du Service National,
 - Deux (2) photos d'identité
 - Une enveloppe postale timbrée au nom et à l'adresse du candidat.
 - Toute attestation justifiant la période de travail effectué par le candidat dans le cadre du dispositif d'intégration professionnel ou social des jeunes diplômés en précisant l'emploi occupé, le cas échéant.
➤ Le fonctionnaire postulant au concours doit joindre à son dossier :
 - Promesse de démission en cas de réussite au concours.
 - La demande de participation au concours doit comporter l'approbation de l'autorité de nomination
- Les candidats définitivement admis seront invités à compléter leurs dossiers administratifs par les pièces suivantes :
- Certificats médicaux
 - un extrait de l'acte de naissance
 - Une fiche familiale d'état civil (pour les candidats mariés)
 - Deux (2) photos d'identité.

IMPORTANT : Les dossiers complets doivent être transmis, dans un délai de quinze (15) jours travaillés à compter de la date de parution du présent avis dans la presse nationale, à l'adresse suivante :

A Mr Le Directeur de Établissement Public Hospitalier Ain-Merane-Chlef

- Ne sera pas pris en considération tout dossier incomplet ou parvenu au-delà du délai réglementaire.

Le Directeur

ANEP N° 2531013780 Le Quotidien d'Oran 20/10/2025



EPE - ALGERIE TELECOM – SPA Direction Opérationnelle des télécommunications d'Oran AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITÉS MINIMALES N°25/AT/DOT31 /SDFS/DAL/2025

La Direction Opérationnelle des télécommunications d'Oran lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacité minimales pour :

« PRISE EN CHARGE DES PRESTATIONS D'HOTELLERIE AU PROFIT D'ALGERIE TELECOM A TRAVERS LA WILAYA D'ORAN »

Le présent appel d'offres s'adresse uniquement aux établissements hôteliers au sens de la réglementation algérienne en vigueur, étoilés (selon les exigences de chaque lot) assurant des prestations de restauration et se situant sur le territoire de la wilaya d'Oran répondant aux exigences suivantes :

N° LOTS	Désignation	capacités minimales d'admission	
		capacités d'accueil/hébergement	capacités salle de conférence
01	Prestations d'hôtels 05 étoiles	Minimum 200 personnes	Minimum 75 personnes
02	Prestations d'hôtels 04 étoiles	Minimum 100 personnes	Minimum 35 personnes
03	Prestations d'hôtels 03 étoiles	Minimum 50 personnes	Aucune exigence

Tout candidat ne répondant pas aux critères d'éligibilité cités-supra et/ou ne possédant pas les capacités minimales susmentionnées verra son offre écartée.

Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges auprès de l'adresse suivante : Direction Opérationnelle des Télécommunications d'Oran (SERVICE DES ACHATS) : 06 Rue CHAILA Ali El Makkari. ORAN

Contre paiement d'une somme de deux mille dinars (2000 DA). Le versement se fera auprès de la banque BNA agence 00951 au Compte bancaire (RIB) N° 001 000951 0300 000 552/20.

Les offres doivent être composées :

- D'un dossier administratif comprenant l'original des documents administratifs en format papier et support électronique inséré dans une enveloppe fermée avec la mention « Dossier Administratif ».
- D'une offre technique comprenant l'original des documents techniques en format papier et support électronique insérée dans une enveloppe fermée avec la mention « offre technique ».
- D'une offre financière comprenant l'original des documents financiers en format papier et support électronique insérée dans une enveloppe fermée avec la mention « offre financière ».

NB/Les candidats doivent insérer le dossier administratif, l'offre technique et l'offre financière dans des enveloppes séparées et fermées, en indiquant, sur chaque enveloppe, la dénomination du soumissionnaire, la référence et l'objet de l'avis d'appel d'offres ainsi que, sur chaque pli correspondant, la mention « dossier administratif », « offre technique » et « offre financière ».

Les trois (03) enveloppes sont insérées dans une seule enveloppe externe fermée et anonyme, sans aucun signe d'identification du soumissionnaire, comportant uniquement les mentions suivantes :

EPE-ALGERIE TELECOM-SPA
DIRECTION OPERATIONNELLE DES TELECOMMUNICATIONS
D'ORAN
APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES N° 25/ AT/DOT31 /SDFS/DAL/2025
« PRISE EN CHARGE DES PRESTATIONS D'HOTELLERIE AU PROFIT D'ALGERIE TELECOM A TRAVERS LA WILAYA D'ORAN »
« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Lieu de dépôt des offres :

Direction Opérationnelle des Télécommunications d'Oran
SERVICE DES ACHATS : 06 Rue CHAILA Ali El Makkari, ORAN

Le soumissionnaire doit obligatoirement fournir l'ensemble des pièces citées dans le cahier des charges sous peine de rejet.

La durée accordée pour la préparation des offres est de quinze (15) jours calendaires à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres sur le site web: www.safqatic.dz ainsi et que dans deux journaux arabes et français.

La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de 08h00 à 14h00.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis qu'aura lieu, en séance publique, le jour de la date limite des offres à 14h00 au siège de la direction opérationnelle des télécommunications Oran.

Les candidats resteront engagés par leurs offres durant 180 jours à partir de la date d'ouverture des plis.



Algérie Télécom EPE/SPA au capital Social de 115 000 000 000,00 DA

Tél : 021 82 38 38

RC N° 02 B 0018083 – 16/00

Fax : 021 82 38 39

NIF : 00021600180833716001

Siège Social : Route Nationale n°05, Cinq Maisons, 16130, Mohammadia – Alger

ANEP N° 2516032764 Le Quotidien d'Oran 20/10/2025

Sarkozy derrière les barreaux demain mardi Une première pour un ex-président français

« J'assumerai mes responsabilités, je déférerai aux convocations de justice et s'ils veulent absolument que je dorme en prison, je dormirai en prison. Mais la tête haute », avait dit à sa sortie du tribunal correctionnel de Paris l'ancienne figure tutélaire de la droite française, dont les avocats devraient déposer une demande de mise en liberté dès que leur client sera écroué.

Il sera vraisemblablement installé dans une des quinze cellules de 9 m² du quartier d'isolement, selon des agents pénitentiaires connaissant bien la seule prison située à Paris. Ce choix éviterait à Nicolas Sarkozy les interactions avec les autres détenus pour assurer sa sécurité et éviter toute photographie avec un de ces portables qui pullulent en détention, font valoir ces sources.

«EXCEPTIONNELLE GRAVITÉ»

Nicolas Sarkozy nie tout projet de financement libyen de sa campagne victorieuse de 2007 et s'est comparé aux condamnés innocents les plus célèbres de l'histoire et de la littérature française, Alfred Dreyfus et Edmond Dantès, comte de Monte-Cristo. Sur le réseau social X, son fils, Louis, a appelé chacun à «venir exprimer son soutien à Nicolas Sarkozy» près du domicile de l'ancien chef de l'Etat mardi matin.

Le 25 septembre, les juges avaient stupéfié la salle d'audience en assortissant d'un mandat de dépôt sa condamnation pour «association de malfaiteurs», sans attendre le procès en appel qui devrait se tenir avant l'été. Ils avaient invoqué l'«exceptionnelle gravité des faits», n'octroyant à l'ex-chef de l'Etat qu'un délai avant son incarcération pour lui laisser le temps de s'organiser.

Nicolas Sarkozy a été reconnu coupable d'avoir laissé ses deux plus proches collaborateurs au ministère de l'Intérieur, Brice

Il va devenir le premier ex-chef d'Etat de l'Union européenne à dormir derrière les barreaux: l'ancien président français Nicolas Sarkozy doit être écroué mardi à la prison parisienne de la Santé, près d'un mois après sa condamnation à cinq ans de prison dans le procès du présumé financement libyen de sa campagne électorale.



Hortefeux et Claude Guéant, entamer des pourparlers à Tripoli en vue d'un financement occulte de sa campagne par la Libye de Mouammar Kadhafi.

En cause, des réunions fin 2005 de MM. Guéant et Hortefeux, avec Abdallah Senoussi, beau-frère du dictateur libyen, sous le coup d'une condamnation à la perpétuité en Fran-

ce pour l'attentat du DC-10 d'UTA en 1989 (170 morts).

Si le tribunal a reconnu qu'il n'avait pas été établi que des fonds étaient «in fine» arrivés dans les caisses de campagne, l'enquête a mis au jour des mouvements financiers depuis la Libye «dans le but de (la) financer», selon le jugement.

La cour d'appel aura deux mois pour examiner la demande de mise en liberté de Nicolas Sarkozy, mais l'audience devrait intervenir plus rapidement. Les recours des deux autres condamnés du procès à avoir été écroués, Wahib Nacer et Alexandre Djouhri, seront examinés les 27 octobre et 3 novembre, soit un peu plus d'un mois après leur placement en détention.

LA DÉTENTION PROVISoire, DERNIER RECOURS

Le trouble à l'ordre public causé par l'«exceptionnelle gravité des faits», est un critère prévu pour un mandat de dépôt accompagnant une condamnation. Mais ce n'est plus le cas pour une demande de mise en liberté après un appel qui remet le prévenu dans la situation d'un innocent présumé.

Le maintien en détention provisoire n'est alors possible que si elle est l'«unique moyen» de conserver les preuves, d'empêcher des pressions sur témoins et victimes ou une concertation avec des complices, de prévenir une fuite ou une récidive, de protéger la personne mise en examen. Sinon, celle-ci doit être remise en liberté sous contrôle judiciaire, le cas échéant en l'assignant à résidence avec un bracelet.

En attendant une éventuelle libération, Nicolas Sarkozy va être confronté à la solitude. Le régime d'isolement prévoit une promenade par jour, seul, dans une cour de quelques mètres carrés. Il aura accès selon un planning établi à une des trois petites salles de sport du quartier pénitentiaire ou à la pièce qui fait office de bibliothèque.

Lors de ses déplacements, pour se rendre au parloir ou chez les médecins par exemple, l'ex-chef de l'Etat sera accompagné d'au moins un gardien et une procédure dite de «blocage» sera déclenchée pour empêcher tout contact avec d'autres détenus.

Sénégal

Le massacre de tirailleurs par l'armée française en 1944 a été «prémédité» et «camouflé»

Le massacre par l'armée française en 1944 au Sénégal de tirailleurs africains qui réclamaient leurs soldes a été «prémédité» et «camouflé», et son bilan est sans doute largement sous-estimé, dénonce un Livre blanc remis jeudi au président sénégalais, dont l'AFP a obtenu une copie en exclusivité.

Au matin du 1er décembre 1944, au camp militaire de Thiaroye, ville située non loin de la capitale sénégalaise Dakar, des troupes coloniales et des gendarmes français avaient tiré sur ordre d'officiers de l'armée française sur des tirailleurs rapatriés après avoir combattu pour l'armée française en Europe lors de la Seconde Guerre mondiale.

Ces tirailleurs originaires de plusieurs pays ouest-africains (Sénégal, Côte d'Ivoire, Guinée, Haute-Volta - devenue aujourd'hui le Burkina Faso) réclamaient le paiement d'arriérés de soldes avant de rentrer chez eux.

Le traumatisme lié à leur massacre est toujours vif au Sénégal et dans les autres pays concernés.

La tuerie «devait convaincre que l'ordre colonial ne pouvait être écorné par les effets émancipateurs de la (Seconde) guerre» mondiale sur les colonisés, affirme le comité de chercheurs auteurs de ce Livre blanc. C'est «la raison pour laquelle l'opération a été préméditée, minutieusement programmée et exécutée (...) dans des actions coordonnées.»

«Dans les jours qui ont suivi le massacre, les autorités françaises ont tout fait pour (le) camoufler, elles ont modifié les registres de départ de Morlaix (port de départ en France) et d'arrivée à Dakar, le nombre de soldats présents à Thiaroye, les causes du rassemblement des tirailleurs...», affirme le rapport.

Selon le bilan des autorités coloniales françaises à l'époque, au moins 35 tirailleurs avaient été tués par des troupes coloniales et des gendarmes français lors de ce massacre dans le camp de Thiaroye où ils étaient ras-

semblés. Un bilan sans doute très largement sous-estimé, affirment ces chercheurs, pour qui les «estimations les plus crédibles avancent les chiffres de 300 à 400» morts.

«TRACES DE VIOLENCE»

Au cours de fouilles archéologiques sans précédent ordonnées par l'Etat sénégalais et effectuées depuis début mai, des squelettes humains avec des balles dans le corps dans le cimetière de Thiaroye ont été retrouvés.

Le «Comité de commémoration du massacre des tirailleurs sénégalais», dont font partie les chercheurs auteurs du rapport, a tenu vendredi une conférence de presse à Dakar.

Les chercheurs ont précisé que certains squelettes, présentant des «insignes militaires», «portent des traces de violences faites avec différentes armes».

En avril 2024, les autorités sénégalaises, qui se réclament du souverainisme, avaient mis en place ce comité de chercheurs.

Le corps français des «Tirailleurs sénégalais», créé sous le Second Empire français (1852-1870) et dissous dans les années 1960, rassemblait des militaires des anciennes colonies françaises d'Afrique, notamment des Sénégalais, des Soudanais (actuels Maliens), des Voltaïques (aujourd'hui Burkinabè) et des Ivoiriens. Le terme de «tirailleur sénégalais» a fini par désigner l'ensemble des soldats d'Afrique qui se battaient sous le drapeau français. Ils ont participé aux deux Guerres mondiales et aux guerres de décolonisation.

«TRAVAIL DE MÉMOIRE»

Pour l'historien sénégalais Mamadou Diouf, président du comité, «il y a eu autour de Thiaroye une entreprise délibérée française de la dissimulation, de la manipulation de l'information et surtout du refus de raconter l'Histoire»,



a-t-il dénoncé vendredi. Il a souligné que les tirailleurs rassemblés au camp de Thiaroye s'étaient battus pour le paiement de leurs soldes mais aussi «pour leur dignité», «pour qu'on les respecte et qu'on les traite comme les soldats français».

Les quelque 1.300 tirailleurs rassemblés au camp de Thiaroye - d'ex-prisonniers de guerre des Allemands qui avaient participé aux combats de 1940 - avaient embarqué en France début novembre 1944 pour être renvoyés en bateau à Dakar. Après leur arrivée au camp plus de deux semaines plus tard, ils se révoltent contre le retard du paiement de leurs arriérés de soldes, plusieurs refusant de rentrer dans leurs pays et foyers sans être payés.

Ces chercheurs ont critiqué le fait que la liste des noms de ces 1.300 tirailleurs ne leur a ja-

mais été communiquée. «Les Français disent que cette liste n'existe pas», a déploré M. Diouf, qui regrette que des dossiers d'archives «ne soient toujours pas accessibles».

Réagissant vendredi à la publication de ce Livre blanc, le chef de la diplomatie française Jean-Noël Barrot, qui se trouve actuellement au Forum Création Afrique à Lagos, a indiqué à des médias que les autorités françaises allaient «prendre connaissance de ce rapport».

«Nous nous tenons prêts à coopérer avec le Sénégal (...) pour que les travaux de recherche puissent éclairer ce qui s'est passé ce jour-là», a-t-il déclaré. «La France ne détourne pas les yeux de sa propre histoire et a engagé avec le Sénégal, mais aussi avec un certain nombre d'autres pays africains, un travail de mémoire», a-t-il poursuivi.

Etats-Unis

Des foules géantes d'Américains mobilisées contre «le roi»



Des Américains de tout âge sont descendus dans les rues samedi en nombre pour faire entendre leur opposition à Donald Trump lors d'une journée de mobilisation nationale dépeinte par la droite comme un mouvement «de haine de l'Amérique». De New York à Los Angeles, en passant par des petites villes du centre des Etats-Unis, environ 7 millions de personnes ont participé à plus de 2.700 rassemblements, selon les organisateurs. Cette coalition d'associations ralliées

sous le slogan «No Kings» («Pas de rois»), avait déjà tenu mi-juin une mobilisation très suivie, avec selon elles environ 5 millions de manifestants, un chiffre impossible à vérifier. Il s'agissait néanmoins du plus grand mouvement de contestation observé dans le pays depuis le retour au pouvoir du républicain.

Dans d'importants cortèges ou par dizaines sur le bord des routes, les manifestants se sont mobilisés ce week-end dans une atmosphère joyeuse pour dénoncer ce qu'ils quali-

fient de «prise du pouvoir autoritaire» de Donald Trump et de ses proches. «Ils sont en train de détruire la démocratie», dénonce Isaac Harder, un lycéen rencontré par l'AFP à Washington, où entre 8.000 et 10.000 personnes ont manifesté, selon les estimations. «Ce n'est pas l'Amérique, c'est du fascisme», ajoute-t-il. «Nous sommes en pleine crise face à la cruauté de ce régime, à son autoritarisme», abonde Collen Hoffman, une retraitée venue manifester à New York, où plus de

100.000 personnes ont défilé «pacifiquement», selon la police locale.

DÉGUISEMENTS

Au Texas et en Floride, fiefs des conservateurs, des manifestations se sont également tenues. «Combatez l'ignorance, pas les migrants», pouvait-on lire aussi sur une pancarte à Houston (Texas), où près d'un quart de la population est composée d'immigrants, selon les données d'un think tank spécialisé. Face au camp républicain qui les accuse de promouvoir «la haine de l'Amérique» et est allé jusqu'à les assimiler à des terroristes, les manifestants ont répliqué sur le ton de l'humour. Certains d'entre eux ont ainsi défilé vêtus de costumes incongrus de pingouin, de homard ou encore d'hippopotame, d'autres brandissant fièrement le drapeau américain. A travers le pays, diverses pancartes montrant Donald Trump grimé en Staline, en reine d'Angleterre ou encore en Roi Soleil ont été observées dans les cortèges, où résonnaient des chants appelant le républicain à quitter le pouvoir. En réponse, le président américain a publié une série de vidéos générées par intelligence artificielle sur sa plateforme Truth Social, le représentant sous les traits d'un roi. Dans l'une d'elles, il apparaît coiffé d'une couronne et aux commandes d'un avion de chasse qui largue ce qui semble être des excréments sur des manifestants anti-Trump.

«CULTE DE LA PERSONNALITÉ»

Depuis son retour au pouvoir en janvier, Donald Trump a bouleversé l'équilibre démocratique américain en empiétant sur les pouvoirs du Congrès et des Etats et en

menaçant ses opposants de représailles judiciaires, autant d'actions dénoncées avec force samedi. «Comment cela a-t-il pu arriver?», s'émeut auprès de l'AFP Jennifer Bryant, une avocate rencontrée à Houston au Texas. «Les choses évoluent si rapidement, ils détruisent nos institutions, licencient des fonctionnaires et s'emparent des fonds publics». Cette nouvelle journée de mobilisation survient par ailleurs en pleine paralysie budgétaire de l'Etat fédéral et alors que Donald Trump a déployé des militaires dans plusieurs fiefs démocrates pour selon lui lutter contre l'immigration illégale et la criminalité. En signe de contestation, plusieurs rassemblements se sont tenus dans les villes où il a envoyé la Garde nationale, telles que Chicago ou Los Angeles. Dans le centre-ville de Los Angeles, la police a tiré des gaz lacrymogènes tard samedi soir pour disperser la foule qui comptait des manifestants «No Kings», a rapporté le Los Angeles Times. «Après que des milliers de personnes se soient rassemblées pour exprimer pacifiquement leurs droits constitutionnels du Premier Amendement plus tôt dans la journée, près d'une centaine d'agitateurs ont défilé jusqu'à Aliso et Alameda» où ils ont utilisé des lasers et des lumières clignotantes de taille industrielle, a déclaré la division centrale du LAPD (Los Angeles Police Department) sur X. Plusieurs figures de gauche, comme Bernie Sanders ou encore le chef des sénateurs démocrates Chuck Schumer, étaient présents dans les cortèges. «Nous avons un président qui veut toujours plus de pouvoir entre ses mains et entre celles de ses acolytes oligarques», a déclaré M. Sanders près du Capitole à Washington.

Pakistan-Afghanistan

Accord de cessez-le-feu immédiat

Le Pakistan et l'Afghanistan se sont mis d'accord dimanche sur un «cessez-le-feu immédiat» après des pourparlers au Qatar pour tenter de ramener durablement le calme à leur frontière, après une confrontation ayant fait des dizaines de morts.

Au cours de négociations entamées samedi à Doha, «les deux parties se sont mises d'accord sur un cessez-le-feu immédiat et l'instauration de mécanismes pour consolider une paix durable et la stabilité», a annoncé dans un communiqué publié sur X le ministère qatari des Affaires étrangères. Les modalités de cet accord et de ces mécanismes n'ont pas été dévoilées mais «des réunions de suivi auront lieu dans les prochains jours» pour s'assurer de sa mise en oeuvre, a précisé Doha dimanche, saluant «une étape importante». «Il a été décidé qu'aucun des deux pays ne mènerait d'acte hostile à l'égard de l'autre, ni ne soutiendrait des groupes menant des attaques contre le gouvernement du Pakistan et s'abstiendrait de cibler les forces de sécurité et des civils», a indiqué le porte-parole du gouvernement taliban, Zabihullah Mujahid, en publiant sur X une photo des deux ministres de la Défense signant un document et se serrant la main.

Le ministre pakistanais de la Défense Khawaja Asif a annoncé une nouvelle réunion à Istanbul le 25 octobre. «Nous exprimons notre profonde gratitude aux deux pays frères, le Qatar et la Turquie», qui ont joué le rôle de médiateur, a-t-il ajouté. Kaboul avait accusé vendredi son voisin d'avoir rompu la trêve après des frappes ayant tué au moins dix civils, dont deux enfants et trois joueurs de cricket, dans la province de Paktika (est). Des sources de sécurité pakistanaises ont confirmé des «frappes aériennes de précision sur le sol afghan», visant une organisation armée.

«DROIT DE RÉPONSE»

Le gouvernement taliban avait assuré se réserver «le droit de répondre», mais avait demandé à ses forces de «s'abstenir de toutes nouvelles actions»,



«par respect pour l'équipe de négociateurs». A l'annonce du cessez-le-feu mercredi à 13H00 GMT, Islamabad avait affirmé qu'il devait durer 48 heures, mais l'Afghanistan avait estimé qu'il serait en vigueur jusqu'à sa violation par la partie adverse.

La trêve a tenu deux jours, après des affrontements ayant débordé jusqu'à Kaboul, théâtre d'explosions, et ayant fait des dizaines de morts. L'escalade militaire s'inscrit dans des tensions bilatérales récurrentes, alimentées par des questions migratoires et sécuritaires.

Islamabad, confronté à une résurgence d'at-

taques contre ses forces de sécurité, accuse inlassablement son voisin afghan «d'abriter» des groupes «terroristes», en tête desquels les talibans pakistanais (TTP), ce que Kaboul dément. Kaboul doit «reprenre le contrôle» sur les combattants qui utilisent son sol «pour perpétrer des attaques odieuses au Pakistan», a redit samedi le chef d'état-major de l'armée pakistanaise, Syed Asim Munir.

«Nous n'avons jamais amené, ni soutenu, le TTP ici», a de son côté affirmé le vice-ministre afghan de l'Intérieur, Mohammed Nabi Omari, lors d'une cérémo-

nie publique à Khost, autre région frontalière. La confrontation a débuté la semaine dernière après des explosions dans la capitale afghane que les autorités talibanes avaient imputées au voisin pakistanais. En représailles, elles avaient déclenché à la frontière une offensive, à laquelle Islamabad avait promis une «réponse musclée».

La semaine dernière, les premières déflagrations à Kaboul avaient eu lieu au moment où débutait une visite inédite du chef de la diplomatie talibane en Inde, l'ennemi historique du Pakistan.

Le wali inspecte le terrain devant abriter le projet Dernières retouches avant le lancement de 3.150 logements AADL 3

K. Assia

Une visite d'inspection a conduit avant-hier samedi le wali d'Oran M. Samir Chibani et les membres de l'exécutif à Aïn El Beida notamment au site devant abriter le projet de réalisation de 3.150 logements AADL 3. Un projet ambitieux qui va répondre aux besoins de nombreux postulants à cette formule d'habitat. Une fois sur les lieux, le chef de l'exécutif a donné des directives pour que toutes les procédures soient ficelées afin d'entamer les travaux de réalisation de ces logements. En effet, ce programme vient s'ajouter à celui des 4.000 logements publics locatifs dont vient de bénéficier la wilaya d'Oran. Il sera réalisé dans 24 communes, dont 820 unités pour la commune d'Oran, 400 autres pour chacune des communes de Bir El Djir et Arzew, 300 unités pour Es-Sénia et Aïn El Turck, 150 unités pour Sidi Benyebka et Hassi Benokba, 100 unités pour les communes d'El Kerma, Sidi Chahmi, Bousfer, El Ançor, Mers El Kebir, Boutlélis, Misserghine, Hassi Mefsoukh, Bethioua, Aïn El Beida et Oued Tlélat, 80 unités pour Hassi Bounif et 50 unités pour Aïn El Kerma, Benfreha, Mers El Hadjadj et Taфраoui. Un délai de 16 mois a été accordé aux promoteurs immobiliers en charge de la réalisation de ce programme qui est super-



visé par l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI).

Par ailleurs, d'autres opérations sont aussi lancées dont 690 logements publics locatifs supplémentaires à Belgaid (Bir El Djir) et 250 logements à Gdyl. Il y a lieu de rappeler que plus de 7.400 logements sociaux ont été distribués en juillet dernier à travers les 12 communes de la wilaya. Il s'agit de 2.000 logements sociaux destinés à la commune mère d'Oran, 450 logements sociaux destinés à Aïn El Turck, 161 logements sociaux à la commune d'El Ançor, 80 logements publics locatifs à Bousfer, 116 logements sociaux à Gdyl, 72 logements sociaux à Hassi Mefsoukh,

50 logements à Benfreha, 600 logements sociaux à Es-Sénia, 317 logements sociaux dans la commune de Béthioua, 248 logements sociaux dans la commune de Hassi Bounif, 100 logements à El Braya, 186 logements sociaux à Boutlélis, etc.

Le wali d'Oran M. Samir Chibani a insisté lors d'une réunion de coordination tenue il y a quelques mois sur la prise en charge des doléances de la population et sur le suivi particulier de tous les chantiers en cours. Il a aussi appelé à ce que les programmes soient distribués aux bénéficiaires remplissant les critères exigés et ce après une enquête approfondie.

Usine Knauf Algérie

Plus de 7 millions de mètres carrés de plaques de plâtre exportés vers l'Afrique

L'usine Knauf Algérie, située dans la commune de Benfreha (Oran), a exporté, depuis le début de l'année, plus de 7 millions de mètres carrés de plaques de plâtre vers plusieurs pays africains, a-t-on appris, samedi, auprès de l'entreprise.

Dans une déclaration en marge de la 22^e édition du Salon international de l'immobilier, de la construction, de l'habitat, des travaux publics et de la céramique «BatiWest 2025», qui se poursuit au Centre des conférences «Mohamed Benahmed» à Oran, Nassima Belkheir, responsable de la formation, a précisé que ces produits ont été exportés vers 17 pays africains, dont la Libye, la Mauritanie, la Côte d'Ivoire et la République centrafricaine, via le port d'Arzew, ainsi que par

voie terrestre. Elle a souligné que cette dynamique s'inscrit dans le cadre du soutien de l'Etat à l'exportation hors hydrocarbures.

Knauf Algérie ambitionne de poursuivre ses opérations d'exportation vers d'autres pays africains et de pénétrer de nouveaux marchés. L'usine produit annuellement plus de 38 millions de mètres carrés de plaques de plâtre, 600.000 tonnes de plâtre, ainsi que des profilés métalliques pour le secteur du bâtiment, le tout 100% fabriqué par des compétences algériennes, a-t-elle indiqué. Par ailleurs, l'entreprise assure, chaque année, en partenariat avec des universités, centres de formation et associations, la formation de plus de 2.500 stagiaires -architectes, artisans et autres profession-

nels souhaitant se perfectionner dans les systèmes de construction innovants. Ces formations ont lieu dans trois centres situés à Oran, Sétif et Alger, en plus d'une caravane mobile qui sillonne les 58 wilayas pour soutenir les professionnels du secteur du bâtiment, a ajouté Mme Belkheir. A noter que Knauf Algérie expose, durant ce salon de cinq jours, une gamme complète de systèmes destinés au secteur de l'habitat, aussi bien pour les nouveaux projets que pour les travaux de rénovation, des produits qui étaient auparavant importés.

Pour rappel, le Salon international de l'immobilier, de la construction, de l'habitat, des travaux publics et de la céramique réunit près de 120 exposants, nationaux et internationaux.

Agriculture

Lancement de la campagne labours-semailles pour l'année 2026

La campagne de labours-semailles pour la saison agricole 2025-2026 a été lancée samedi à Oran, visant une superficie de 25.000 hectares céréaliers, soit une augmentation de 2.000 hectares par rapport à la saison précédente.

Le wali d'Oran, Samir Chibani, a donné le coup d'envoi de cette campagne au niveau de la ferme «Melloufi» dans la commune d'Es-Sénia, en présence de nombreux agriculteurs, ainsi que de divers acteurs et organismes du secteur agricole. Pour cette saison agricole, une superficie de 25.000 hectares est dédiée à la culture des céréales, dont 5.000 hectares de blé dur dans des exploitations agricoles irriguées, 1.200 hectares de blé tendre, 18.300 hectares d'orge et 500 hectares d'avoine, selon les explications fournies par le directeur des services agricoles Rouibi Houari Boumediene, en marge du salon organisé à l'occasion de la Journée nationale de la vulgarisation agricole, placée sous le thème «une agriculture intelligente, prometteuse et durable».

Pour assurer le bon déroulement de la campagne de labours-semailles, un guichet unique a été mis en place au

niveau de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) d'Oran, afin de faciliter l'acquisition de semences par les agriculteurs et l'accès au crédit «Rfig». Une quantité importante d'engrais et de semences a également été mise à disposition, estimée à 38.000 quintaux de différentes variétés.

Par ailleurs, 592 tracteurs et divers équipements et moyens logistiques ont été mobilisés, selon les explications fournies au wali, lors de sa visite aux différents stands de ce salon, organisé à la pépinière «Manbar El Hadayek» à Es-Sénia. Ce salon, organisé par la Chambre d'agriculture et la direction des services agricoles à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation et du lancement de la

campagne de labours et semailles, a constitué une opportunité pour les agriculteurs, les unités de production agricole et la Coopérative des céréales et des légumes secs de présenter une variété de produits agricoles, ainsi que des activités liées à l'aquaculture intégrée à l'agriculture. La femme rurale était également présente à travers l'association locale pour la promotion de la femme rurale «Main dans la main», qui a exposé ses activités agricoles et ses dernières innovations dans la culture des plantes aromatiques, l'extraction d'huiles naturelles, la plantation de nouveaux types d'arbres, la fabrication de savon, ainsi que la formation qu'elle propose pour renforcer les compétences des femmes rurales dans le domaine agricole.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Boudjel Aïssa, 75 ans, Boutlélis
Hamache AEK, 69 ans, El Barki
Benkhoudja Zoulikha, 95 ans, Point du Jour
Mokhfi Feriha, 52 ans, Sidi El Bachir

Horaires des prières pour Oran et ses environs

28 rabie ethani 1447

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
05h50	12h48	15h57	18h25	19h43



En prévision de la plantation d'un million d'arbres à travers le pays Les préparatifs vont bon train à Oran

K. Assia

Les préparatifs vont bon train pour la plantation, le 25 octobre prochain, d'un million d'arbres à travers tout le territoire national. A Oran et conformément au programme tracé par la conservation des forêts, le travail a débuté avec la préparation des sites devant être plantés notamment à la forêt de M'sila située dans le périmètre de compétence de la circonscription de Boutlélis. Vendredi, des agents de la conservation des forêts appuyés par des éléments de la protection civile ont désigné les points de plantation et ce conformément à un plan minutieusement étudié ce qui facilitera par la suite l'opération dans sa globalité. Ce travail en amont va permettre de garantir la réussite de cette campagne nationale de sorte que tous les moyens ont été mis en place pour assurer son bon déroulement. Ainsi et à l'occasion de la Journée nationale de l'arbre et en prévision de cette campagne nationale, une visite avait conduit mercredi dernier le premier responsable de la conservation et les cadres à l'Université des sciences et de la technologie Mohamed Boudiaf USTO où il a été reçu par le doyen et le corps enseignant. L'occasion a été aussi de mettre les préparatifs de cette opération nationale de sorte que 8.000 arbres seront plantés dans la forêt située au sein de

cette université. A noter que le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche et la Direction générale des forêts ont annoncé l'organisation d'une campagne nationale de plantation d'un million de plants d'arbres en une seule journée, prévue le 25 octobre, à travers les différentes wilayas du pays, dans le cadre des efforts visant à renforcer le couvert végétal et à lutter contre le changement climatique.

Cette opération, qui se veut la plus grande campagne nationale de reboisement, sera organisée en partenariat avec l'Association «Algérie Verte» et son président, le créateur de contenu engagé Fouad Maâla, l'objectif étant de planter un million de plants en une seule journée, en tenant compte des spécificités et des conditions climatiques de chaque région, précise le communiqué. Cette campagne nationale vise à renforcer le couvert végétal, à prévenir l'érosion des sols et à lutter contre la désertification, tout en promouvant la culture du reboisement et l'esprit de participation citoyenne, notamment chez les jeunes. Les entreprises publiques et privées, les associations, les établissements éducatifs et scolaires et les citoyens sont invités à contribuer activement au succès de ce rendez-vous national qui vise à préserver le patrimoine forestier et à promouvoir le développement durable.

Pour une meilleure prise

en charge des patients

Premières journées des urgences médico-chirurgicales à l'EHU

L'Etablissement hospitalier universitaire (EHU) «1^{er} Novembre 1954» d'Oran a organisé, samedi, les premières journées nationales des urgences médico-chirurgicales, consacrées à l'évaluation de l'organisation des services d'urgence et à l'amélioration de la qualité de la prise en charge des patients. La cheffe du service des urgences médico-chirurgicales de l'EHU d'Oran, le Pr Benali Amar Dalila, a indiqué dans une déclaration à la presse en marge de l'ouverture de la rencontre, que ces journées visent à présenter l'expérience de son service en matière de gestion et d'organisation des urgences, soulignant que «le service des urgences constitue le baromètre du bon fonctionnement de tout hôpital». Ces rencontres scientifiques abordent plusieurs thématiques liées à la prise en charge des polytraumatisés et des détresses vitales (respiratoires et hémodynamiques), ainsi que les urgences chirurgicales les plus fréquentes, dans le but d'établir des parcours de soins adaptés aux besoins des patients et de fluidifier les flux au sein des structures hospitalières, a-t-elle souligné.

Le Pr Benali Amar a fait savoir que le service accueille quotidiennement

entre 400 et 550 patients, dont seulement entre 16 à 20% relèvent de véritables urgences vitales. Elle a expliqué que l'afflux important vers les grands centres s'explique par la perception de sécurité qu'ils inspirent, ajoutant que la Direction de la santé et de la population (DSP) œuvre à la mise en place d'une «ceinture d'urgences» autour de l'EHU et du CHU d'Oran, afin de permettre aux structures de proximité de prendre en charge les cas mineurs. Réunissant des experts et référents nationaux, ces journées se veulent également un espace de formation et de partage d'expériences entre praticiens. Le directeur administratif et technique du service des urgences de l'EHU d'Oran, Mammeri Moussa, a souligné, pour sa part, qu'un nouveau référentiel ministériel encadre l'organisation des urgences depuis juillet 2025, précisant que l'EHU d'Oran en appliqué déjà la majorité des recommandations. Les participants ont, par ailleurs, insisté sur la nécessité d'adapter l'organisation des services des urgences aux spécificités du système de santé national, dans l'objectif commun d'améliorer la qualité des soins et la réactivité face aux urgences vitales.

Clôture du Salon Pharmex 2025

Plus de 20 contrats de partenariat signés

Plus de 20 contrats ont été signés lors de la 9^e édition du Salon de la pharmacie et parapharmacie (Pharmex 2025), clôturée samedi à Oran, a-t-on appris du commissaire de ce salon.

Plus de 20 contrats ont été signés entre des startups participant au salon et des sociétés privées dans le but de développer des projets communs dans les domaines de la pharmacie et de la parapharmacie, a indiqué à l'APS, Dr Yassar Badour, ajoutant que «cette édition a été couronnée de succès, attirant plus de 3.600 professionnels du secteur, venus découvrir la richesse et les capacités dans le domaine ainsi que les nouveautés».

«Nous avons atteint notre objectif prin-

cipal, qui était de regrouper les professionnels de la pharmacie pour discuter de leurs préoccupations, mais aussi nouer des relations de travail avec d'autres acteurs dans le domaine», a-t-il précisé. Cette manifestation a rassemblé, trois jours durant, plus de 100 exposants du secteur pharmaceutique et parapharmaceutique, laboratoires, distributeurs, pharmaciens d'officine, médecins, étudiants en médecine, en pharmacie et services (logiciels, édition, référentiel des médicaments), a-t-il ajouté. D'autre part, 15 jeunes startups ont pris part à cet événement, afin de partager leurs solutions et leurs nouvelles perspectives dans le domaine de la pharmacie et de la santé.

Mostaganem

Plus de 200 logements sociaux bientôt attribués

La wilaya de Mostaganem pré voit la distribution de 210 logements publics locatifs (LPL) dans la daïra d'Achâacha, a indiqué, dimanche, communiqué des services de la wilaya. La même source précise que la daïra d'Achâacha a publié dimanche la liste nominative provisoire des candidats retenus pour bénéficier de ces logements publics locatifs. La commune d'Achâacha bénéficiera d'un quota de 149 logements, tandis que la commune de Khadra recevra 40 logements et celle de Nekmaria 20 logements, a-t-on fait savoir de même source. A la suite de la publication des listes, les services de la daïra ont invité les demandeurs de logement souhaitant introduire un recours écrit auprès de la commission de la wilaya à le faire dans un délai de huit jours à compter de dimanche, a précisé le communiqué.

Selon la même source, les demandeurs de logement peuvent également déposer une réclamation auprès de la commission de distribution, présidée par la cheffe de daïra, au niveau du complexe sportif de proximité de la commune de Khadra.

Par ailleurs, les services de la wilaya de Mostaganem avaient annoncé, précédemment, la distribution prochaine de plus de 2.500 logements



dans différentes formules, dans le cadre des festivités commémorant le 71e anniversaire du déclenchement de la Glorieuse révolution de Novembre. Il s'agit de 434 logements publics locatifs, 130 logements promotionnels aidés (LPA), ainsi que plus de 2.000 aides financières destinées à la construction de logements ruraux, ajoute la même source.

En juillet dernier, à l'occasion des festivités marquant le 63e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et de la Jeunesse, plus de 3.000 logements de diverses formules ont été distribués dans la wilaya de Mostaganem, des logements ruraux en majorité, et ce, afin de stabiliser la population et améliorer le cadre de vie dans les zones rurales et isolées, souligne-t-on.

Béchar-Tindouf-Gara Djebilet

Le mégaprojet de ligne ferroviaire minière mobilise

Plusieurs directeurs généraux (DG) des sociétés et entreprises publiques chargées de la réalisation du mégaprojet de la ligne ferroviaire minière occidentale Béchar-Tindouf-Gara Djebilet ont effectué, en fin de semaine, aux côtés des responsables de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), maître d'ouvrage, une visite de travail aux différents chantiers de ce projet, a-t-on appris, dimanche, auprès de l'ANESRIF.

Cette visite de travail avait pour objectif d'évaluer l'état d'avancement des travaux en cours sur les différents tronçons de ce projet d'envergure, tout en assurant le suivi des recommandations liées au renforcement de ses divers chantiers formulées par le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, lors de sa récente visite de travail et d'inspection des sections concernées de ce projet ferroviaire traversant les wilayas de Bé-

char, Beni-Abbès et Tindouf, a indiqué Abdelkader Mazzar, directeur central de la communication de l'ANESRIF. Une séance de travail dédiée à l'évaluation des différents chantiers de ce même tronçon a eu lieu à la suite de cette visite de terrain, rassemblant les DG des entités publiques engagées dans ce projet, notamment Cosider, Cosider-Travaux Publics, Cosider-Installations Techniques, INFRARAIL, SERO-Est, ENGOA, et l'EPTP Alger, ainsi que les bureaux d'études chargés du suivi du projet, a-t-il fait savoir.

La visite des responsables a ciblé également une section de 200 km du tronçon Oum Lassel-Hammaguir, qui s'étend sur 440 km, permettant aux responsables des entreprises nationales et ceux de l'ANESRIF de constater sur place la mise en place de nouveaux moyens humains et matériels supplémentaires sur les chantiers de cette section, dans la perspective de l'achèvement des travaux, comme

prévu, avant la fin 2025, a signalé le même responsable.

Cette visite a été également mise à profit pour évaluer la résolution de certaines réserves soulevées lors de l'inspection de cette section par le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, afin d'accélérer davantage le rythme des travaux sur cette section, prise en charge par l'entreprise nationale Cosider et son partenaire chinois, China Railway Construction Corporation Limited (CRCC), a-t-il ajouté. Au terme de cette visite, les responsables des entreprises impliquées dans le projet, accompagnés des bureaux d'études responsables du suivi technique, ainsi que des représentants du maître d'ouvrage (ANESRIF), ont décidé de mobiliser tous les moyens et de renforcer la coordination entre les différentes entreprises en charge des travaux, dans l'objectif de respecter les délais prévus pour la réalisation globale de ce mégaprojet, selon la même source.

Béchar

Extension des espaces verts

Une opération de plantation de 200 plants et arbres, toutes essences végétales confondues, a été réalisée, samedi, sur les deux côtés de la route reliant les communes de Béchar et Lahmar jouxtant une nouvelle zone urbaine, a-t-on appris auprès de la conservation locale des forêts.

Cette opération, concrétisée au titre de la campagne nationale de plantation d'un million de plants prévue le 25 octobre en cours à travers différentes wilayas du pays, comme annoncée auparavant par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche et la Direction générale des forêts, a été effectuée avec la participation de plusieurs secteurs d'activités, du mouvement as-

sociatif local et de corps constitués, à l'instar de la protection civile, a précisé à l'APS la chargée de communication au niveau de la conservation locale des forêts, Khadidja Bencherif.

Des opérations similaires ont également été organisées dans d'autres collectivités de la wilaya, dans le cadre des efforts visant à renforcer le couvert végétal, lutter contre la désertification et le changement climatique, tout en contribuant à l'embellissement des espaces urbains concernés, a-t-elle ajouté.

D'autres actions semblables sont prévues, le 25 octobre prochain, à l'occasion de la journée nationale de l'arbre, à travers l'ensemble des communes de la wilaya, et qui se poursuivront jus-

qu'au 21 mars 2026, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des forêts, a-t-elle signalé.

Auparavant, le secteur des forêts, dans le but de renforcer les espaces verts, a réalisé une opération portant sur la plantation de plus de 8.000 plants, dotés d'un système d'irrigation de gouttes-à-gouttes, tout au long de la route de l'aéroport, "Boudghene Benali Lotfi" de Béchar.

Cette opération vise également la protection de l'environnement, à travers le renforcement des espaces verts à travers la région et à l'embellissement des deux côtés de cette route de quatre (4) km, menant à la même infrastructure aéroportuaire, souligne la même source.

Beni-Abbès

Les structures de la protection civile renforcées

Une opération de réhabilitation et d'aménagement des structures opérationnelles de la protection civile à travers la wilaya de Beni-Abbès, sera entamée, prochainement, selon les services de la wilaya.

Cette opération, dotée d'un financement de 40 millions de DA, allouée au titre des projets du plan sectoriel de développement, permettra la prise en charge des travaux de réhabilitation et d'aménagement des locaux de l'unité principale de la protection civile à Beni-Abbès et de l'unité secondaire du chef-lieu de la daïra d'El Ouaza, a-t-on précisé.

En plus de ces deux structures opérationnelles, on cite le poste avancé de secours et d'intervention de Bouladam, situé à proximité de l'un des plus importants axes routiers de la région, à savoir la RN A6, reliant Beni-Abbès à Adrar et Béchar, et la RN 50, reliant la wilaya de Tindouf aux autres régions

du Sud-Ouest, a-t-on ajouté. Lors de sa récente visite de travail et d'inspection dans les wilayas du Sud-Ouest, dont celle de Beni-Abbès, le Directeur-général de la protection civile (DGPC), le colonel Boualem Bouhelaïf, en compagnie de cadres centraux de sa direction, a longuement visité ces structures où il a pris connaissance de cette opération, supervisée par la direction locale du secteur, a-t-on indiqué.

Ces structures opérationnelles de la wilaya de Beni-Abbès seront, à l'avenir, renforcées en matériel et en équipements spécialisés, dans le cadre d'un programme de renforcement des moyens des différentes unités et structures de la protection civile implantées à travers les zones frontalières du Sud-Ouest, comme annoncé auparavant par le sous-directeur des statiques et de la communication à la DGPC, le commandant Nassim Bernaoui.

Aïn Temouchent

Des projets et des priorités

Les communes de la wilaya d'Aïn Temouchent ont bénéficié, ces trois dernières années, de 809 projets de développement dans le cadre du programme d'appui du développement économique et social des collectivités locales, a souligné la directrice de l'Administration locale, Nacera Sebaha.

Le total des affectations financières destinées à concrétiser ces actions de développement à travers les 28 communes de la wilaya a atteint 7,43 milliards DA, dont 2,6 milliards DA en 2023 pour prendre en charge la réalisation de 379 projets et 2,34 milliards DA en 2024 pour le financement de 234 autres opérations de développement, a-t-on ajouté.

La wilaya d'Aïn Temouchent a enregistré, l'année en cours, 187 projets de développement pour une enveloppe financière de 2,4 milliards DA répartis à travers l'ensemble des communes, a ajouté la même responsable. En outre, 698 opérations de développement ont été achevées, au cours de ces trois dernières années, et 84 autres, dont les travaux ont été achevés, sont en cours de réception. L'aménagement urbain, l'extension des réseaux d'AEP, l'assainissement, l'éclairage public, la réalisation des groupes scolaires primaires, des classes d'extension du même palier, des aires de jeu et des espaces verts sont les plus importants projets réalisés au titre de ce même programme.

Timimoun

Un Prix pour les clubs de cinéma

Le Commissariat du Festival international du court métrage de Timimoun, dont la première édition est prévue du 13 au 18 novembre prochain, a annoncé la création du Prix des "Clubs de cinéma algériens", une initiative qui vise à rendre hommage à l'esprit du débat et offre aux ciné-clubs de toutes les régions d'Algérie l'opportunité de participer activement au façonnement de l'opinion cinématographique, selon un communiqué du festival. Attribué par un jury composé de représentants des ciné-clubs, ce prix "récompensera le film qui parvient à

stimuler la réflexion, construire une conscience collective et faire de l'image un outil de remise en question et d'inspiration", précise le communiqué. Le ministère de la Culture et des Arts a "salué" cette initiative, la qualifiant de "démarche exemplaire" visant à "renforcer la contribution des ciné-clubs" à travers le pays, au débat sur l'«esthétique et les enjeux du cinéma», soulignant que ce prix s'inscrit dans la "vision du ministère à soutenir les initiatives créatives et promouvoir le rôle du cinéma comme acteur culturel vivant au sein de la société".

Sidi Bel Abbès

Un trafic de drogue démantelé

M .Delli

La brigade de lutte contre les stupéfiants de la sûreté de la wilaya de Sidi Bel Abbès a mis hors d'état de nuire un réseau de trafiquants de drogue constitué de quatre individus et saisi de plus de 5 kg de kif traité, selon un communiqué de la cellule de communication de la police. Les enquêteurs ont exploité des renseignements faisant état de trafiquants de drogue qui agissaient à bord d'un véhicule utilitaire pour commercialiser une quantité de drogue à Ras El ma, selon la même source. Une opération a été mise en place sous la supervision du procureur de la République. Le réseau a été neutralisé et les mis en cause présentés devant la justice.

Chlef

Deux arrestations pour tentative de meurtre

Les services de sûreté de la wilaya de Chlef ont arrêté deux (2) individus et saisi une (1) arme à feu détournée sans autorisation et utilisée dans des activités suspectes et criminelles, a indiqué samedi un communiqué de cette institution sécuritaire.

Selon la même source, l'affaire remonte au 7 octobre dernier, lorsque les services d'urgence de l'hôpital de Chettia ont reçu un blessé par balle à la jambe gauche, âgé de 38 ans. Les investigations menées par les différentes unités opérationnelles ont permis d'identifier le principal suspect, un récidiviste de 42 ans, en un temps record.

Un dispositif sécuritaire a

alors été déployé autour de la ville, ce qui a permis aux policiers d'interpeller l'individu à bord d'un véhicule utilitaire alors qu'il tentait de prendre la fuite et de se débarrasser de l'arme. L'opération a abouti à la saisie d'un pistolet de 4e catégorie et de quatre (4) balles de calibre 7,65 mm, en plus de l'arrestation d'un complice qui avait aidé le suspect à prendre la fuite.

Après enquête, un dossier judiciaire a été constitué à l'encontre des deux suspects pour "tentative de meurtre avec arme à feu et détention d'arme sans autorisation", avant leur présentation devant les services compétents près le tribunal de Chlef.

Médéa

Une commission pour le confortement des infrastructures

La commission de la wilaya de Médéa, chargée de l'élaboration et de l'exécution des plans de confortement des infrastructures et des bâtiments à valeur stratégique ou patrimoniale contre les risques de catastrophes, a été installée dimanche et a reçu pour instruction d'entamer sans tarder le recensement des infrastructures à protéger, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Composée de représentants de divers secteurs (habitat, ressources en eau, culture et celui des travaux publics), cette commission aura pour mission, dans un premier temps, de recenser l'ensemble des infrastructures (ouvrages d'art, barrages) et des bâtiments (monuments ou sites historiques) devant bénéficier de travaux de protection ou de confortement afin de les préserver des risques de catastrophes (séismes, inondations ou incendies), a-t-on expliqué.

Le décret exécutif n 25-60 du 28 janvier 2025 en fixe les modalités d'élaboration et d'exécution. Il établit les règles de prévention, d'intervention et de réduction des risques de catastrophes dans le cadre du développement durable, en re-

courant à des techniques et des technologies adéquates garantissant la résilience de ces constructions face à ces risques.

Le plan de confortement, tel que stipulé dans le décret exécutif, prévoit notamment le recueil d'informations et de données relatives à l'infrastructure ou au bâtiment concerné, l'expertise de l'état des structures concernées, l'exécution des travaux de confortement ou de renforcement, ainsi que l'évaluation des risques naturels ou technologiques pesant sur les constructions et infrastructures concernées.

L'exécution de ce plan se fera de manière concertée entre les différents secteurs concernés afin d'optimiser les travaux d'intervention qui seront programmés à cet effet,

ont indiqué les services de la wilaya. Ces derniers ont souligné que le secteur de l'habitat était chargé d'élaborer et d'exécuter les plans de confortement sur la base d'études de vulnérabilité des bâtiments stratégiques, en tenant compte, le cas échéant, des plans d'intervention sur les tissus urbains anciens.

Le secteur de la culture est chargé des bâtiments et des ouvrages à valeur patrimoniale, celui des travaux publics s'occupe des plans de confortement des infrastructures stratégiques de base, tandis que le secteur des ressources en eau élabore et exécute les plans de confortement sur la base d'études de vulnérabilité des infrastructures hydrauliques stratégiques, a-t-on signalé.

Médéa

Des projets pour corriger des lacunes

Des projets de développement destinés à remédier au manque enregistré dans certains domaines sont en cours de réalisation dans de nombreuses communes de Médéa, selon les services de la wilaya.

Financés dans le cadre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales et du Programme communal de développement (PCD), ces projets concernent les domaines de l'alimentation en eau potable (AEP), de l'assainissement, des travaux publics et de l'éducation, a-t-on indiqué.

Ces projets sont localisés dans les communes de Draa-Smar, Beni-Slimane, Tablat, El-Omaria, Tlet-Douairs, Ouamri et Mezghena. Leur concrétisation devrait permettre de répondre aux besoins exprimés par les habitants, a-t-on fait savoir.

En matière d'AEP, un projet de

modernisation du réseau d'adduction d'eau potable est en cours de réalisation dans la commune de Draa-Smar, à l'ouest de Médéa. Il prévoit le remplacement des conduites d'eau en ciment et la construction d'un réservoir d'une capacité de 2500 m3 pour alimenter les projets immobiliers en cours dans cette commune, a-t-on expliqué.

Un autre projet, destiné à renforcer l'alimentation en eau potable des foyers de l'agglomération urbaine secondaire de Sidi-Lakrout, dans la commune de Beni-Slimane, est également en cours de réalisation, tout comme un projet de réhabilitation d'un tronçon routier reliant la RN 18 au village de Sekhairia, toujours dans la commune de Beni-Slimane, à l'est de Médéa.

La commune de Tablat a, pour

sa part, bénéficié d'un projet de modernisation du réseau principal d'assainissement de la ville. Celui-ci, permettra d'éviter le rejet des eaux usées dans les cours d'eau qui traversent la commune, notamment l'Oued Seklaoua et l'Oued El-Had, a-t-on indiqué.

Aussi, un projet de construction d'un groupe scolaire est en cours de réalisation dans les pôles urbains de Mezghena et d'El-Omaria, a ajouté la même source.

Des travaux de réhabilitation de routes secondaires desservant des villages enclavés ont été lancés à travers les communes de Tlet-Douairs et Ouamri. Ces travaux devraient réduire l'isolement des habitants de ces villages et contribuer au développement de l'activité agricole et de l'élevage dans ces communes rurales, a-t-on souligné.

Médéa

Séisme de 3,7 degrés

Un secousse tellurique de 3,7 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée dimanche à 01h39, dans la wilaya de Mé-

déa, annonce le Centre de recherche en archéologie, astrophysique et géophysique (CRAAG).

Le CRAAG précise que l'épicentre du séisme a été localisé à 02 km au nord-est de Mihoub, dans la wilaya de Médéa.

Boumerdès

Une station d'épuration mise en service en 2026

Le parc industriel de Larbatache sera renforcé par la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées (STEP) dont la mise en service est prévue au second semestre 2026, selon la direction locale des ressources en eau.

"Le taux d'avancement de ce projet, doté d'une enveloppe de 1,9 milliard DA, est actuellement estimé à 43 %, et sa mise en service est prévue pour le second semestre 2026, conformément aux délais

contractuels", selon les explications fournies par le directeur par intérim des ressources en eau,

Mohamed Kerchouche, à la wali Fouzia Naâma, lors d'une visite d'inspection du projet.

Implantée sur une assiette de deux (2) hectares du parc industriel de Larbatache, cette STEP est dotée d'une capacité de traitement de 5.000 m3 d'eaux usées/jour, soit l'équivalent des rejets produits par près de 35.000 habitants, selon sa

fiche technique. Cet important projet est destiné à renforcer les infrastructures hydrauliques et environnementales de la région, tout en contribuant à la protection et à l'amélioration de l'environnement grâce au traitement des eaux usées et à la réduction de la pollution industrielle. La wali a insisté, à cette occasion, sur la nécessité d'accélérer les travaux afin de réceptionner la station avant les délais prévus, soulignant l'importance de cet équipement pour le renforcement des infrastructures de bases industrielles et l'amélioration du cadre environnemental et sanitaire de la wilaya.

Constantine

Reprise de l'activité chirurgicale au CHU Dr Ben Badis

Le bloc opératoire "Ibn Sina" relevant du centre hospitalier universitaire (CHU) Dr Ben Badis de Constantine a repris ses activités dimanche, suite à l'achèvement des travaux de réaménagement et d'équipement de sept (7) salles d'opération.

L'opération de réaménagement des salles d'opérations s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme visant à améliorer les services chirurgicaux au sein des établissements de santé et à garantir un environnement de travail approprié pour les équipes médicales et paramédicales, a indiqué la directrice de la Santé et de la population de la wilaya, Lynda Boubguira, dans une déclaration à l'APS, précisant que les nouvelles salles répondent à toutes les normes techniques et sanitaires en vigueur.

Mme Boubguira a affirmé que la reprise de l'activité chirurgicale dans cette structure de santé "constitue une étape

importante pour renforcer la prise en charge optimale des patients de la wilaya et des wilayas limitrophes, ainsi que pour améliorer la qualité des services chirurgicaux fournis, précisant que le processus de réaménagement a été mené sous la supervision des autorités locales et en coordination avec la direction du CHU.

La directrice de la Santé et de la Population a également précisé que les patients ont été convoqués pour la reprise des opérations à partir de ce dimanche, conformément au programme établi par l'établissement.

Elle a également estimé que cette réalisation est "un acquis important pour le secteur de la santé publique dans la wilaya, ce qui reflète l'intérêt continu des autorités locales pour le développement des structures de santé et la garantie des conditions de traitement dignes pour le citoyen".

Guelma

18 blessés dans un carambolage

Dix-huit (18) personnes ont été blessées samedi dans un carambolage entre un poids lourds et 14 autres véhicules au village Badji Mokhtar relevant de la commune de Medjez Sfa (Est de Guelma), a appris l'APS auprès de la cellule de communication de la direction de wilaya de la protection civile.

Un des blessés atteint à la tête se trouve dans un «état critique», a précisé la même source, ajoutant que l'accident s'est produit au niveau

de ce village situé sur la RN 16 reliant les wilayas de Souk Ahras à Annaba via Guelma.

Les victimes ont été secourues sur place avant leur évacuation vers l'établissement hospitalier de Bouche-gouf distant de près de 7 km du lieu de l'accident, a souligné la même source.

De leur côté, les services de sécurité territorialement compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les causes et les circonstances de l'accident.

Alger

Plus de 8 kg de kif et 37.000 comprimés psychotropes saisis

Les services de la Sûreté d'Alger ont saisi, en septembre dernier, plus de 8 kg de cannabis et plus de 37.000 comprimés psychotropes, a indiqué, dimanche, un bilan de ces services.

"Dans le cadre de la lutte contre toutes les formes de criminalité, les services opérationnels de la police judiciaire relevant de la Sûreté de la wilaya d'Alger, ont traité, durant le mois de septembre écoulé, "7855 affaires, dont certaines liées à la drogue, avec la saisie de 8kg et 341 g de cannabis, 444,18 g de cocaïne, 25,92 g d'héroïne, 37007 comprimés psychotropes de différents types, en sus de 90 flacons de solution psychotrope",

précise la même source.

Quant aux individus arrêtés dans les affaires liées aux atteintes aux personnes et aux biens et des affaires de trafic de drogue et de substances psychotropes, de port d'armes blanches prohibées et de cybercriminalité, 8698 individus ont été arrêtés et déferés devant les juridictions territorialement compétentes, après l'accomplissement des procédures légales", selon le même bilan.

Dans ce contexte, la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) rappelle les numéros verts 1548 et de secours 17, ainsi que l'application "Allo Chorta", mis à la disposition des citoyens pour tout signalement.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

28 rabie ethani 1447

El Fedjr
05h34

Dohr
12h33

Assar
15h39

Maghreb
18h08

Icha
19h26



Horaires des prières pour Constantine et ses environs

28 rabie ethani 1447

El Fedjr
05h21

Dohr
12h19

Assar
15h26

Maghreb
17h55

Icha
19h12



Equipe Nationale Gouiri out pour la CAN

M. Zeggai

Amine Gouiri manquera la prochaine chaîne CAN. La nouvelle est tombée tel un couperet. L'attaquant international algérien, qui va être opéré et manquer trois mois de compétition minimum et ne devrait pas rejouer avant le mois de janvier ou de février. "L'Olympique de Marseille informe que son attaquant Amine Gouiri va être opéré de l'épaule droite. Cette intervention, décidée d'un commun accord entre le joueur et le club, fait suite à plusieurs épisodes de luxation survenus ces derniers mois.

Gouiri observera une période de rééducation estimée à environ trois mois", peut-on lire dans un communiqué publié par l'OM. Voilà une nouvelle qui n'arrange nullement les affaires de l'équipe nationale et à l'approche du prochain stage. Comme solution de rechange, Bounedjah devrait conserver son statut de

titulaire, Chiakhia pourrait également en profiter, lui, s'il fera partie de la liste finale.

Pris au dépourvu, le staff technique national a pris quelques décisions stratégiques pour anticiper d'autres éventualités. C'est du moins ce que révèlent certaines sources proches de l'EN.

A cet effet, le prochain regroupement des Verts revêt une importance capitale dans la phase de préparation qui précède le début de la prochaine CAN. Concernant le choix des sparring-partners, l'objectif est clair : confronter les joueurs à des adversaires aux profils variés pour s'adapter à différents styles de jeu. Pour le moment, aucune confirmation ne nous est parvenue de la FAF quant à l'officialisation des deux prochains matches amicaux même si certaines rumeurs annoncent l'Arabie Saoudite, le Cap Vert ou le Zimbabwe comme futurs adversaires de l'équipe nationale lors de la prochain

ne fenêtre FIFA du mois de novembre prochain.

A propos de la liste des joueurs convoqués, on croit savoir que le sélectionneur national préfère temporiser. Il souhaite disposer de suffisamment de temps pour arrêter ses choix en fonction de la forme et de la disponibilité de chacun. Pour l'heure, place à l'observation d'autant plus que les championnats de certains pays arabes devront observer une trêve pour préparer la Coupe arabe FIFA 2025. Cela a quelque peu faussé les plans du staff technique national puisque les joueurs concernés par cet arrêt risquent d'arriver avec un déficit physique en raison de leur manque de compétition. Une situation qui pourrait contraindre le staff technique national à mettre en place un programme spécifique de remise à niveau afin de combler ce retard. En somme, cette phase de préparation à la CAN s'annonce aussi décisive que délicate.

Ligue 1 (8e journée) La JS Saoura seul leader

La JS Saoura s'est emparée du Leadership de la Ligue 1, grâce au bon résultat nul arraché chez le MC Oran dans le cadre de la 8e journée, qui a vu l'ES Ben Aknoun se positionner au pied du podium, après sa courte victoire contre le CS

Constantine. Les choses ont pourtant bien commencé pour les Oranais du Mouloudia qui ont réussi à trouver le chemin des filets à la 18', grâce à un superbe but de Hamra, et ça aurait pu être encore mieux pour le MCO avec ce penalty obtenu juste avant la pause par Moulay (45'+5'). En effet, non seulement l'équipe locale n'a pas réussi à ins-

crire d'autres buts pour assurer son précieux succès, mais la JSS a pleinement profité de cette situation en arrachant une précieuse égalisation à la 90'+12'. C'était suite à une main de l'attaquant gambien Jobe Pa Omar dans sa propre surface de réparation qui a engendré un penalty qui a permis aux Sudistes d'égaliser. Un résultat qui propulse la JS Saoura seule à la première place du classement général, avec 15 points, au moment où le MCO reste sixième, avec 11 unités au compteur. A Alger, l'ESBA a confirmé tout le bien qu'on pensait d'elle depuis l'entame de la saison, en accrochant une nou-

velle victoire à son tableau de chasse. Cette fois, la victime a été le CSC qui, après avoir tenu bon pendant 76e minutes, a dû finalement s'incliner devant Lakehal (1-0). Un succès qui vaut son pesant d'or, car il permet aux gars de l'Etoile de se hisser sur la troisième marche du podium, ex aequo avec le MB Rouissat, avec 12 points pour chaque club. Les péripéties de cette 8e journée se poursuivront demain et après demain avec le déroulement des rencontres JSK-USMK et MCA-PAC, alors que les matchs CRB-ESS et USMA-MBR ont été reportés à une date ultérieure.

MC Oran Le Mouloudia ne convainc pas



Le MCO a une nouvelle fois déçu en manquant l'occasion de se racheter après sa dernière défaite esuyée à Khenchela et qui est restée en travers de la gorge de son public. Le penalty raté par Moulay, le deuxième depuis l'entame de la saison, à un moment clé de la partie a sans doute constitué le tournant du match, mais il ne saurait expliquer à lui seul cette nouvelle contre-performance. Sur le plan du jeu, les "Rouges et Blanc" ont affiché un visage inquiétant, incapables de produire le moindre football cohérent face à des visiteurs plus entreprenants et mieux

organisés. Les Sudistes de la Saoura ont été justement récompensés pour leur force de caractère face à des joueurs du MCO qui ont encore étalé leurs limites.

Le coaching n'a pas été exempt de reproches non plus. Les choix de Garrido, notamment le remplacement de joueurs offensifs par des éléments à vocation défensive, ont clairement traduit une volonté de préserver le maigre avantage. Une stratégie qui s'est retournée contre lui : "en football, à force de jouer avec le feu, on finit par se brûler les doigts". Aussi, le coach du MCO a

failli dans la gestion du match. Sinon, comment expliquer ses changements ? Remplacer les Boukholda, Aoudjane et Aliane, des joueurs créatifs pour incorporer Edwin, un milieu récupérateur, Chaouch et Kaddour, deux défenseurs latéraux, s'avère comme une erreur impardonnable. La faute grossière ayant conduit au penalty de l'équipe visiteuse dans le temps additionnel témoigne d'un manque flagrant de concentration. A cela s'ajoutent l'indiscipline, l'individualisme excessif et les protestations inutiles envers l'arbitrage, autant d'attitudes qui nuisent au rendement collectif.

Avec seulement un point récolté sur six possibles, le Mouloudia d'Oran laisse entrevoir de sérieuses failles, notamment dans la cohésion et la complémentarité. Un électrochoc s'impose avant qu'il ne soit trop tard. Ces derniers temps, le MCO est en panne de jeu et d'inspiration avec un entraîneur qui semble encore à la recherche de la bonne formule. Cette situation pousse de nombreux supporters à réclamer le départ de l'entraîneur espagnol Garrido, mais cela sera-t-il suffisant ? Selon les fans des "Rouge et Blanc", leur équipe est en train de payer cash "les erreurs commises dans la gestion de l'équipe, notamment celle de la liste des joueurs libérés, la qualité de la préparation d'avant saison et l'ingérence de quelques personnes étrangères au club", selon eux. Une chose est sûre : les contre-performances en deçà des attentes commencent par éroder la confiance chez le public.

M. Zeggai

Qualifs.CAN 2026 féminine (2e et dernier tour) Conférence de presse de Farid Benstiti décalée à aujourd'hui

La conférence de presse devait animer le sélectionneur national de l'équipe féminine, Farid Benstiti, hier, a été décalée à aujourd'hui, à partir de 14h 00 toujours à la salle des conférences "Mohamed Sellah" du stade Nelson Mandela de Baraki. Lors de cette rencontre avec la presse, le coach national abordera les préparatifs de la double confrontation face au Cameroun, les 23 et 28 octobre, comptant pour le 2e et dernier tour de qualification à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2026. La première manche se jouera le jeudi 23 octobre 2025 au stade Miloud-Hadefi d'Oran (19h00), alors que le match retour se jouera le mardi 28 octobre au stade de la Réunification à Douala (15h 30).

Pour cela, le sélectionneur de l'équipe nationale féminine a fait appel à 26 joueuses, dont deux évoluant en championnat local, entreront en stage lundi au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa. Les Algériennes se sont quali-

fiées pour le 2e et dernier tour qualificatif de la CAN-2026, en dominant en février dernier le Soudan du Sud. Pour rappel, la Coupe d'Afrique des nations CAN-2026 (dames), se jouera du 17 mars au 3 avril 2026.

Voici par ailleurs la liste des 26 joueuses convoquées

Gardiennes: Ngazi (O. Marseille), Lounas (ASE Alger-Centre), Haleyi (JS Kabylie)

Joueuses: Battouri (Stade de Reims), Belkhiter (AS Saint-Etienne), Belloumou (West Ham), Bendris (AS Cannes), Bethi (FC Nantes), Boussaha (Al Ittihad/ Arabie saoudite), Boutaleb (AJ Auxerre), Bouzid (Thonon Evian G), D'Oria (Le Mans FC), Dafeur (Bristol City FC), Guellati (RC Lens), Abadou (FC Sion), Hamideche (Besiktas), Ikene (US Saint-Malo), Jacob (FC Metz), Karchouni (FC Servette), Khezami (O. Marseille), Alouache (Antalyaspor), Adjabi (Le Havre AC), Naili (AS Cannes), Ould Braham (Trabzonspor), Smaâli (RC Lens), Taleb Muller (FC Sion).

Les Verts de l'Europe France : Boudaoui s'illustre avec l'OGC Nice

L'international algérien Hicham Boudaoui a marqué son premier but de la saison avec son club l'OGC Nice, lors de la victoire (3-2) contre l'Olympique lyonnais dans le cadre de la huitième journée du championnat de France de Ligue 1. Le milieu de terrain des «Verts» a signé le troisième but de son équipe à la 55'.

A noter que Boudaoui a été l'un des rares internationaux algériens titulaire après la trêve

internationale. Intéressant dans la récupération de la balle, l'international algérien a pleinement contribué à la victoire de son équipe. Le match a vu l'entrée en jeu du milieu offensif algérien de l'Olympique lyonnais, Rachid Ghezzal à la 68'. Grâce à cette victoire, Nice se hisse provisoirement à la huitième place avec 11 points, tandis que l'Olympique lyonnais occupe la quatrième place avec 15 points.

Croatie : Bennacer passeur et tranchant

Absent lors du dernier regroupement de l'EN, Ismael Bennacer continue sur sa belle lancée comme en témoigne sa belle performance avec le Dinamo Zagreb.

Pour la réception d'Osijek, titularisé, Bennacer a été derrière l'ouverture du score dès la

3'. L'international algérien Bennacer n'est pas loin d'inscrire le troisième but de son équipe. Victoire 2-1 pour le Dinamo toujours en tête avant le match du Hajduk Split. A noter que Moncef Bakrar était lui aussi titulaire avant d'être remplacé à la 61'.

Allemagne : Bensebaïni absent contre le Bayern Munich

À quelques minutes du coup d'envoi du tant attendu Klassiker entre le Bayern Munich et le Borussia Dortmund, une absence a particulièrement retenu l'attention: celle de Ramy Bensebaïni, resté sur le banc au coup d'envoi. Interrogé par SkySport avant la rencontre, l'entraîneur du BvB, Niko Kovac, a tenu à clarifier la situation concernant l'international algérien. "Bensebaïni est rentré tard d'Algérie, il n'est pas prêt. C'est l'un de nos meilleurs joueurs, on compte

beaucoup sur lui", a expliqué le technicien croate, mettant ainsi fin aux spéculations d'une mise à l'écart pour raisons tactiques. Pour ce choc au sommet, Kovac a donc décidé d'opter pour un schéma plus compact, privilégiant la fraîcheur physique de ses joueurs. Le défenseur algérien, auteur d'un bon début de saison, avait jusqu'à débuté toutes les rencontres du club en Bundesliga. Son passage sur le banc devrait donc être provisoire, le temps pour lui de retrouver toute sa fraîcheur.

Côte d'Ivoire**Après l'échec, une nouvelle vie pour d'anciens migrants de retour**

«Ma famille comptait sur moi et je suis revenue sans rien». Dans sa cour à Daloa, Marie Godo raconte l'échec de sa tentative d'immigration au Maghreb, sa honte, mais aussi sa réinsertion réussie depuis son retour dans cette ville ivoirienne. La Côte d'Ivoire, où se tient une élection présidentielle le 25 octobre, est connue pour être une terre de transit pour de nombreux ressortissants de toute l'Afrique de l'Ouest qui rêvent d'une vie meilleure en Europe.

Si la question de l'émigration n'est pas une thématique centrale des programmes des candidats à la présidentielle, tous promettent des mesures économiques visant à créer davantage d'emplois et de formations pour la jeunesse.

Daloa, ville de 400.000 habitants nichée au centre du pays, est un point de départ bien connu dans la région. C'est là aussi que beaucoup de ceux qui ont échoué, qu'on appelle «retournés» ou péjorativement «maudits», se retrouvent pour redémarrer une nouvelle vie.

A 38 ans, Marie Godo présente à l'AFP des produits cosmétiques qu'elle fabrique, un business qui lui a permis récemment de déménager d'un studio à un logement plus grand, avec son fils unique. Aidée par l'ONG italienne AVSI pour lancer ce commerce, elle affirme que cette activité a changé sa vie après douze années éprouvantes en Tunisie, où elle a été confrontée au racisme et a vécu de petits boulots. «Je suis revenue transformée. J'étais déçue de moi-même, j'ai préféré

venir ici suivre une amie que de rentrer dans ma famille», plus au sud, explique-t-elle.

Pour beaucoup de personnes qui cherchent à émigrer, la famille se cotise parfois à hauteur de plusieurs milliers d'euros et attend un retour sur investissement. Et l'échec est souvent stigmatisé. «J'ai vu des familles mettre leurs plantations en garantie pour financer un départ.

Faire partir quelqu'un c'est une forme de placement social, pas seulement financier. Quand on reçoit de l'argent d'un proche qui est parti, le regard de toute la communauté change», explique Lassiné Bamba, représentant d'AVSI en Côte d'Ivoire et docteur en sociologie. Toujours à Daloa, Mohamed Badini, la vingtaine, raconte lui aussi son départ, en 2016, lorsqu'adolescent il est inspiré par des «camarades» qui avaient tenté leur chance.

EMPLOI FORMEL

Après des années de galère au Maghreb et d'échecs pour rejoindre l'Europe, il s'est résigné à rentrer via un programme de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Désormais à la tête d'un petit salon de coiffure, il n'envisage pas de repartir, «trop dangereux», selon lui. «Ici, je sais que je peux réussir, ma situation s'est améliorée, jure-t-il. A l'image de la Côte d'Ivoire, dont la croissance est l'une des plus dynamiques d'Afrique de l'Ouest, la région de Daloa s'est développée ces dernières années mais reste encore trop peu industrialisée pour fournir assez d'emplois,



notamment dans le secteur formel. L'OIM indique avoir accompagné depuis 2017 plus de 18.000 migrants de retour en Côte d'Ivoire, dont 92% affirment être partis pour des motifs économiques. Et si le taux d'emploi dans l'informel des «retournés» a diminué, il reste très élevé, au-delà de 85%.

Or, selon Lassiné Bamba, la réintégration par l'emploi formel est capitale: «L'accès à un compte bancaire, une cotisation retraite, une mutuelle santé, ce sont des éléments de stabilisation psychologique».

Le gouvernement ivoirien a lancé l'an dernier un programme de «réintégration des migrants ivoiriens de

retour par l'entrepreneuriat» qui accompagne 200 ex-migrants. Et l'Office français de l'immigration et de l'intégration a récemment ouvert un bureau à Abidjan, pour encourager la réinsertion et inspirer d'autres candidats au retour volontaire. A Daloa, Claude Tanoh, lui-même passé par une expérience difficile au Maghreb, est aujourd'hui à la tête de l'ONG Diaspora qui sensibilise des candidats au départ. «On essaie d'expliquer que le rêve est permis, mais que même chez nous ici, on peut s'en sortir», souligne-t-il. «On ne décourage pas les gens de partir, mais on leur dit d'être préparés et de passer par la voie légale. Ca m'a tellement coûté

d'être partie sans informations», abonde Marie Godo, elle aussi membre de l'ONG. Tous n'ont toutefois pas la chance d'avoir ouvert un business fructueux. Certains, comme Abou Dosso, mécanicien dans un petit garage, vivent avec moins de deux euros par jour. D'autres se sont lancés dans l'orpaillage illégal ou essaient de réunir de l'argent pour tenter leur chance. «Qu'est ce qui incite à repartir? La honte d'être retour au point de départ, l'ignorance et l'inactivité», résume Claude Tanoh. «Moi si je peux partir, je pars! Ceux qui sont revenus c'est juste qu'ils n'ont pas eu de chance», conclut un jeune collègue d'Abou Dosso.

France**L'exploitation et la traite d'êtres humains prospèrent**

Des milliers de personnes contraintes à la prostitution et au travail forcé: l'exploitation et la traite d'êtres humains continuent de prospérer en France où ce fléau, dont les femmes sont les principales victimes, reste encore largement méconnu. Selon une enquête officielle publiée jeudi et qui se base sur la remontée des associations, 7.285 personnes étaient victimes d'exploitation ou de traite en 2024, un chiffre en hausse de plus de 20% sur un an.

Dans le détail, 86% des 4.000 personnes accompagnées par les associations l'an dernier étaient victimes d'exploitation sexuelle, les autres étaient exploitées par le travail, notamment domestique (11%), à des fins d'activité criminelle (2%) ou de mendicité forcée (1%).

Au total, 89% des victimes étaient des femmes. Les victimes de traite et d'exploitation «sont de plus en plus nombreuses», a souligné Roxana Maracineanu, secrétaire générale de la Mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains, à l'initiative

de cette enquête. Or ce sujet «grave est encore trop largement méconnu alors même qu'il révèle certaines des pires réalités de notre temps» et que la traite «figure parmi les activités criminelles les plus lucratives», a indiqué une responsable de l'Ordre des avocats de Paris, la vice-bâtonnière Vanessa Bousardo, à ses côtés lors d'un colloque à Paris. Sur le terrain, les remontées sont de plus en plus nombreuses de femmes, d'hommes, d'enfants exploités à des fins de prostitution, de travail forcé, ou contraints de commettre des infractions. Mais si les cas d'exploitation sexuelle sont de plus en plus pris en compte, les victimes des autres cas de traites restent encore trop souvent sous les radars.

70 HEURES PAR SEMAINE

Rebaptisé «les vendanges de la honte», le procès d'une exploitation en Champagne (Nord-est de la France) a permis cet été de lever le voile sur certaines pratiques dans le secteur. Trois personnes ont été condamnées à des peines de prison ferme notamment pour

traite d'êtres humains pour avoir hébergé des saisonniers étrangers dans des conditions indignes (littres de fortune, état répugnant des toilettes, risque électrique, nourriture avariée...). En février, un gérant d'une boulangerie située en banlieue parisienne était lui condamné à de la prison ferme pour avoir fait travailler ses salariés plus de 70 heures par semaine sans congé pour une rémunération dérisoire (de 2 à 3 euros de l'heure). Selon les chiffres de la direction générale du travail, 459 personnes ont été victimes d'exploitation ou de traite en 2024, essentiellement dans les secteurs de l'agriculture, du bâtiment et travaux publics ou encore de l'hôtellerie-restauration. L'exploitation à des fins criminelles a elle connu un coup de projecteur sans précédent avec le procès dit des «petits voleurs du Trocadéro» de janvier 2024. Six ressortissants algériens, qui avaient initié à la drogue et gardé sous emprise des adolescents isolés pour les contraindre à commettre des vols sur les touristes, ont été condamnés à Paris à des peines allant jusqu'à six ans de prison ferme.

RARES CONdamnATIONS

Mais ces condamnations restent encore rares. «Si la traite d'êtres humains prospère, c'est en grande partie en raison de nos failles institutionnelles, judiciaires ou administratives», estime Roxana Maracineanu. La «traite est encore très peu poursuivie», abonde l'avocate au barreau de Paris Virginie Boulay, qui pointe une «méconnaissance» de cette problématique tant des policiers et gendarmes que des magistrats. Pour l'avocate, il est pourtant crucial «que la traite soit reconnue pour les victimes afin qu'elles puissent toucher du doigt la gravité des faits, se reconstruire et avoir une meilleur indemnisation».

Une commission dénonce l'accord migratoire franco-britannique «cynique et déshumanisant»

L'accord migratoire franco-britannique «crée un système cynique et déshumanisant», estime la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) qui demande sa dénonciation dans un avis paru dimanche au Journal officiel. La CNCDH «s'inquiète des atteintes aux droits fondamentaux et aux obligations internationales des deux pays», qu'induit la mise en oeuvre de l'accord visant à prévenir «les traversées périlleuses», indique-t-elle dans son avis, non contraignant. Conclu fin juillet, cet accord prévoit le renvoi en France de migrants arrivés à bord de petits bateaux au Royaume-Uni, en échange de l'accueil par ce pays de migrants se trouvant en France, sur le principe du «un pour un». Vingt-six migrants ont été expulsés du Royaume-Uni vers la France et 18 ont été accueillis dans le pays depuis cet été, selon le gouvernement britannique.

Pour la CNCDH, «ce mécanisme crée un système particulièrement cynique et déshumanisant : la traversée d'une personne de manière légale vers l'Angleterre dépend de l'expulsion et de la traversée dangereuse d'une autre, avec l'aide de passeurs».

La Commission dénonce un accord «flou et attentatoire aux droits humains». «Les conditions d'entrée au Royaume-Uni manquent de transparence et sont discriminantes», estime-t-elle. Selon elle, l'accord vise à «détourner le droit d'asile» et «à conforter une logique d'externalisation de la demande d'asile». Elle craint d'ailleurs que l'accord ne produise pas une diminution des traversées mais «l'effet inverse», risquant au contraire de faire apparaître de nouvelles voies migratoires «plus longues et plus dangereuses» et un «recours accru aux passeurs». La CNCDH demande ainsi à l'unanimité «la dénonciation de l'accord» et «à tout le moins que cet accord ne soit pas reconduit après le mois de juin 2026». Elle réitère sa recommandation de «développer des voies d'accès au territoire britannique, légales et sûres, qui soient respectueuses des droits fondamentaux, notamment du droit d'asile». Le 14 octobre, une quinzaine d'associations - dont Utopia 56, Médecins du monde et le Secours catholique - ont demandé au Conseil d'Etat de suspendre et d'annuler cet accord «entaché d'illégalité».

Plus de 8.400 migrants sont arrivés au Royaume-Uni sur des embarcations de fortune depuis le 12 août, selon un décompte de l'AFP à partir de données officielles britanniques.

APPARTEMENTS

■ Vente F3 modifié F4, 2^e étage, n°14, à droite, situé à Negria côté du rond point de Negria, wilaya de Tlemcen – Tél : 0782.27.06.22

■ Vends un appartement au rez-de-chaussée, F2 qui peut servir un bureau pour profession libérale ainsi avec une cuisine séparée aux 226 logements CJR1 N° 1 îlot 33 Arzew Oran acté et livret foncier. Tél : 0784.51.17.05

LOCAUX

■ Local à louer à Gambetta Oran superficie 44 m² bien aménagé – Tél : 0770.50.20.25

VILLAS

■ URGENT : A vendre villa actée 226 m² - 2F C/V Terga à 45 min d'Oran. Prix : 1,4 nég + A louer appart à Canastel, 3^e étage 4,5U/mois et 10 mois d'avance – Tél : 0657.27.53.56 WhatsApp : 0033.62.08.46.445

REMERCIEMENTS

La famille TOUATI LAALA remercie et exprime sa profonde reconnaissance à toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur suite au décès de leur cher et regretté époux, père et grand-père M. TOUATI LAALA Abdelkader survenu le 13 octobre 2025. Puisse Allah accueillir le défunt en Son Vaste Paradis.



إن شاء الله وإنا إليه راجعون

TERRAINS

■ A vendre ou échange terrain agricole à Ouled Mimoune. W. Tlemcen, 3 hectares en oliviers et arbres fruitiers, avec livret foncier (propriétaire) Tél : 0655.83.21.64 – 0657.08.19.63

DIVERS

■ A louer licence de taxi 4.000 DA/mois, à Oran – Tél : 0773.50.50.11

■ Vends : Bonne affaire : 02 soudeuses haute fréquence 12 kw Italy et 5 kw France : pour fabrication de protège cahier en plastique et autres, 01 coudeuse pour fabrication de moule, 1 triode T2000, cinq branches neuves et 75 électrodes ou résistances à bon prix. Tél : 0663.34.93.73

■ Personne âgée désire vendre très importante collection timbres poste d'Algérie avant et après guerre + des lettres – Tél : 0799.12.92.68

HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

Don de sang Algérie

Donner son sang, c'est sauver une vie



التبرع بالدم الجزائر
أنقذ حياة بقطرة دم

EPE MAGASINS GENERAUX DE L'ORANIE - SPA

EPE-MAG ORAN - S.p.a

(FILIALE DU GROUPE EPE FRIGOMEDIT-SPA)

CAPITAL SOCIAL DE 100 000 000.00 DA

R.C : 99 B 0102737 ORAN

N.I.S : 0 997 3105 05393 27

NIF : 099831010273719

Avis d'appel d'offres national restreint

N°04-A / DG / DC / 2025

L'EPE /MAG ORAN-SPA sise zone USTO lot n°27- Oran, lance un avis d'appel d'offres national restreint n° 04-A/ DG / DC / 2025, pour la fourniture de fruits et légumes frais en lots séparés par :

- Les producteurs ayant une carte de fellah accompagnée d'une fiche signalétique précisant l'activité dans le domaine (fruits et / ou légumes).
- Les producteurs ayant un registre de commerce précisant l'activité dans la production agricole (fruits et / ou légumes).

Les intéressés peuvent retirer le cahier des charges dès parution du présent avis dans les quotidiens nationaux, contre versement de la somme de dix mille dinars algériens (10 000.00DA), munis des pièces suivantes :

- Une (01) copie d'une pièce d'identité en cours de validité ;
- Une (01) procuration, lorsqu'il s'agit du représentant du candidat à la soumission et le cachet de l'entreprise ;
- Une (01) copie de la carte de fellah et/ ou une copie du registre de commerce prouvant l'activité dans le domaine fruits et / ou légumes.

EPE-MAG ORAN - S.p.a
(Filiale du Groupe EPE- FRIGOMEDIT-Spa)
03, Boulevard BELGHENDOUZ Larbi
et Boulevard CHAKIB Arslane Hal Othmania. ORAN.

Les offres doivent être déposées au plus tard dix (10) jours à compter de la date de parution du présent avis d'appel d'offre.

Les offres doivent être établies conformément aux clauses du cahier des charges.

L'enveloppe extérieure devra être anonyme, scellée et ne devra comporter obligatoirement que la mention suivante :

« Soumission à ne pas ouvrir »

« Appel d'offres national restreint »

N°04-A / DG / DC / 2025

Fourniture à la commande de fruits et légumes frais

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de cent vingt (120) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

ANEP N° 2531100964 Le Quotidien d'Oran 20/10/2025



ENTREPRISE NATIONALE DE PROMOTION IMMOBILIERE

Société par actions : SPA/ENPI - Capital : 1.000.000.000,00 DA

NIF 000916098323607

---000---

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ

N° 27/2025/ATT

En application des dispositions de la procédure de passation des marchés et commandes financés sur fonds propres de l'EPE-ENPI-SPA « Version-Mars/2022 », l'ENPI-SPA informe l'ensemble des soumissionnaires ayant répondu au :

2eme avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°36/DRO/ENPI/2025 pour Etude et réalisation des travaux en TCE des 09 logements promotionnels libres type villas en R+1" avec cours et garages y compris VRD au centre ville Tiaret commune de Tiaret wilaya de Tiaret.

Et publié dans les quotidiens nationaux «Le Quotidien d'Oran» en date du 18/09/2025 et «El Clasico» en date du 18/09/2025, qu'à l'issue de l'analyse et de l'évaluation des offres, le marché est attribué provisoirement au soumissionnaire suivant:

Désignation du projet	Entreprise	NIF	Montant de la soumission (DA/TTC)	Note technique /100	Délais mois	Observations
Etude et réalisation des travaux en TCE des 09 logements promotionnels libres type villas en R+1" avec cours et garages y compris VRD au centre ville Tiaret commune de Tiaret wilaya de Tiaret.	ETB MEKADABID	17414370025047500000	122 451 371.17	52 / 100	Dix (10) MOIS	Offre unique

Tout soumissionnaire contestant ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés de l'entreprise ENPI dans un délai de 10 jours à compter de la première publication du présent avis et ce, conformément à l'article 19 de la procédure des achats de l'ENPI-SPA.

ANEP N° 2531013807 Le Quotidien d'Oran 20/10/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MASCARA

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

PROGRAMME : ENTRETIEN DES ROUTES NATIONALES EXERCICE 2025-(W.MASCARA)

ENTRETIEN PERIODIQUE (TRAVAUX A L'ENTREPRISE)

Conformément aux dispositions de l'article 65 du Décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, il est porté à l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres national national ouvert avec exigence de capacités minimales paru au quotidien «الروح الرياضي» et «Quotidien d'Oran» le 19/02/2025, dans le cadre de l'entretien des Routes nationales exercice 2025 (W.MASCARA), pour le ;

• TRAVAUX SUR CHAUSSEE ET DEPENDANCES

LOT N°07 : ENTRETIEN DE LA RN14 DU PK 299+600 AU PK 302+400 ET DU PK 312+650 AU PK 322+653

ENTRE MASCARA ET SIDI KADA (SUR UN LINEAIRE DE 22,8 KM)

Qu'à l'issue du jugement additif des offres techniques et financières, le marché est attribué à titre provisoire à l'entreprise affichée dans le tableau ci-dessous :

Entreprise	N° du lot attribué	Note technique	Montant proposé après vérification	Délai proposé en Mois	Numéro d'identification fiscale (NIF)	
					l'attributaire provisoire du marché	le service contractant
EURL MEZOUZHI MED/MASCARA	07	75.50	243 661 782,00	10 Mois	000429066291089	408015000029011

Les soumissionnaires qui contestent ce choix peuvent déposer un recours auprès de la commission des marchés de la wilaya dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale conformément à l'article 82 du Décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Les autres soumissionnaires sont invités de se rapprocher de nos services au plus tard trois (3) jours à compter du premier jour de la publication du présent avis d'attribution provisoire de marché, à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2531013761 Le Quotidien d'Oran 20/10/2025

2

20.00 Noir comme neige : L'oeil du diable



Au cœur de l'intrigue, le capitaine Andréas Meyer (Laurent Gerra), un officier expérimenté, échappe de justesse à une attaque de drones alors qu'il dévale les pistes enneigées. Peu après cet incident, il reçoit une étrange sculpture en bois représentant un diable aux yeux rouges, symbole emblématique du folklore savoyard. Cet objet énigmatique semble porter en lui une malédiction, et son apparition coïncide avec une découverte macabre : le corps de Victor Carron, un négociant en bois, est retrouvé sans vie dans une chapelle isolée.

08.55 Bel & Bien ensemble
09.50 Chacun son tour
10.55 Tout le monde veut prendre sa place
11.50 Le meilleur des Maternelles XXL
12.00 Journal
12.55 Ça commence aujourd'hui
15.15 Affaire conclue, ...
17.00 Tout le monde à son mot à dire
17.40 N'oubliez pas les paroles
20.00 Memory, qui paire gagne !

3

20.00 L'école est à nous



Après une pause de deux ans loin des salles de classe, Virginie Thévenot (Sarah Suco) fait son grand retour en tant que professeur de mathématiques. Dès son arrivée, elle découvre un établissement aux multiples facettes, dirigé par Daniel Laverne (Jean-Pierre Darroussin), un directeur expérimenté qui lui dresse rapidement un tableau de l'ambiance qui règne dans le collège. Entre les couloirs animés et la salle des professeurs, Virginie comprend vite que chaque jour sera une aventure.

09.25 Le guide du froussard
09.40 Escapes en France
10.15 Nos terres gourmandes
11.00 Le journal des talents
11.05 On vous emmène ici
11.26 ICI 12/13
16.25 Duels en familles
17.00 Slam
18.15 ICI 19/20
18.50 On vous emmène ici
19.00 Tout le sport
19.25 Un si grand soleil

4

20.05 Benjamin Biolay, à l'origine



De Villefranche-sur-Saône à Buenos Aires en passant par le conservatoire de Lyon ou l'enregistrement de bande son du film « Et j'aime à la fureur » et de l'album « Grand Prix », Benjamin Biolay ouvre les portes de son histoire intime avec la musique. Portrait d'un auteur-compositeur-interprète fécond et désireux de partager sa musique avec ceux qu'il aime et croise...

08.50 Bluey
10.50 Potobot
12.24 Trop cool, Scooby-Doo !
13.20 L'armure de Jade
14.24 Héros à moitié
14.57 Molusco
16.27 Okoo-koo
16.47 Oscar & Malika
tousjours en retard
16.59 Okoo-koo
17.16 Oscar & Malika toujours en retard
17.28 Okoo-koo
17.36 Bluey
18.33 Les maternelles XXL

5

arte

TMC

10.00 Odyssée dans les îles grecques
10.55 Le Zambèze, fleuve sauvage d'Afrique
12.00 L'œil et la main
12.35 Le Mag de la santé
13.40 SOS animaux orphelins
14.05 Corée du Sud, de la K-pop au bouddhisme
15.00 Pris sur le vif
15.55 C pas si loin
16.40 C dans l'air
17.55 C à vous
20.05 La grande prairie, le pacte du bison
21.35 C ce soir
22.45 C dans l'air

08.25 Retour à l'âge de pierre
11.05 Indonésie : Sauver la forêt de Sumatra
12.00 Le martyr des lévriers espagnols
14.50 Au cœur d'une forêt magique
15.40 Loutres d'Asie : Une vie sur le fleuve
16.20 Invitation au voyage
17.50 Voyage en cuisine
18.30 Le dessous des images
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.50 Le dessous des cartes : l'essentiel
21.25 Bettie
Page se dévoile
22.25 Le ciel partagé

09.20 Neuf chatons pour Noël
11.05 Noël, mon boss & moi
12.55 Monk
17.25 L'avant Quotidien
18.15 Quotidien
20.25 Thor : Le monde des ténébres



22.25 Thor



CINE +
FRISSEUR 19.50

INSIDIOUS : CHAPITRE 2

Acteur: Patrick Wilson, Rose Byrne, Barbara Hershey, Lin Shaye, Ty Simpkins...

Soupçonnant Josh, un agent de police interroge Renai à propos de la mort d'Elise, la médium. Pendant la durée de l'enquête, la famille Lambert s'installe chez Lorraine. Là, Renai et Lorraine sont de nouveau témoins d'étranges et effrayants phénomènes. Mais Josh ne veut pas en entendre parler. Pendant ce temps, les assistants d'Elise découvrent chez cette dernière des vidéos de l'exorcisme de Josh enfant...



CANAL+
family 19.50

LES RANDONNEURS

Acteur: Benoît Poelvoorde, Karin Viard, Vincent Elbaz, Philippe Harel,...

Louis, Mathieu, Cora et Nadine vivent à Paris. Ils ont la trentaine et recherchent le grand amour. Sous la houlette d'Éric, un guide professionnel un brin paternaliste, les quatre citadins se lancent à l'assaut du mythique GR20, itinéraire de grande randonnée corse. Éric mène la brave équipe à la baguette. Cependant, les kilomètres parcourus sur les chemins sinueux et escarpés de l'île de Beauté réveillent assez vite la mauvaise humeur des vacanciers.



CINE +
PREMIER 19.50

SANS UN BRUIT : JOUR 1

Acteur: Lupita Nyong'o, Joseph Quinn, Alex Wolff, Djimon Hounsou,...

Samira, une jeune femme atteinte d'un cancer en phase terminale, réside dans un hospice à proximité de New York, où elle partage son quotidien avec d'autres malades. Malgré la gravité de sa condition, elle trouve du réconfort dans les petites joies de la vie, notamment grâce à Reuben (Joseph Quinn), l'infirmier dévoué qui s'occupe d'elle et des autres patients. Lors d'une sortie organisée pour assister à un spectacle de marionnettes, l'espoir et l'émerveillement illuminent leur journée.

TÉLÉVISION

TF1

20.10 Montmartre



08.55 Téléshop-ping
09.55 Les Feux de l'amour
10.50 Les douze coups de midi
12.00 JT 13h
13.00 Plus belle la vie, encore plus belle
13.25 L'école des pères Noël
15.00 À la recherche de mon ange gardien
16.30 Star Academy, la quotidienne
17.30 Ici tout commence
18.10 Demain nous appartient
19.00 JT 20h

Saison 1 - Episode 5

Céleste demeure convaincue que son père a été assassiné. Elles découvrent de nouveaux éléments qui renforcent ses convictions et battent en brèche la thèse du suicide. La mère de Charles voit d'un mauvais oeil la relation que son fils entretient avec Rose. Elle fait enquêter et découvre une partie du passé de la jeune femme. Ses révélations sèment logiquement le trouble. Epaulé par Octave, Arsène veut tenter de battre un record de vitesse afin de promouvoir son projet et trouver des investisseurs.

22.21 New York Unité Spéciale

6

20.10 L'amour est dans le pré



08.45 Ça peut vous arriver
10.30 Ça peut vous arriver chez vous
11.40 Météo
11.45 Le 12.45
12.35 Scènes de ménages
12.40 Un jour, un doc
16.30 La roue de la fortune
17.35 La meilleure cuisine régionale, c'est chez moi !
18.40 Météo
18.45 Le 19.45
19.40 Scènes de

Marie et Clémence, les deux jeunes femmes qui ont touché le cœur de Mathieu, sont reçues par ce dernier dans l'Aveyron. L'agriculteur, qui n'a jamais vécu d'histoire d'amour, a tout à apprendre. Célia quant à elle reçoit Clément et Florent, avec beaucoup d'espoirs de chaque côté. De leur côté, les deux Jean-Louis ont déjà bien entamé leur réflexion et il va bientôt être l'heure pour eux de faire un choix, entre les deux Sophie d'un côté et Sylvie et Isabelle de l'autre.

CANAL+

20.09 Les Sentinelles



Saison 1 - Episode 5

Après une confrontation difficile avec le soldat allemand modifié, les sentinelles font un rapport au colonel Mirreau : plus puissant, plus résistant, ce super guerrier serait en outre doté de facultés mentales singulières. Il serait capable d'entrer dans l'esprit de ses adversaires parvenant ainsi à les maîtriser. Nouvellement promue rédactrice, Irène propose à son rédacteur en chef...

20.53 Hot Ones
21.26 The Narrow Road

PLANETE +

TFX

W9

08.37 Au bonheur des dames
10.10 Juan Carlos : la chute d'un roi
11.48 Les armes secrètes de la Seconde Guerre mondiale
13.32 1940 : Sauver l'or de la Norvège
14.13 Opération Foxley, Mission : liquider Hitler
15.09 Les monuments sacrés
16.46 Les secrets des hommes de Lascaux
18.25 American Pickers, ...
19.55 Conquistadors : de la gloire à la décadence

11.00 Une nounou d'enfer
11.30 Top Info
11.35 Une nounou d'enfer
15.05 Petits plats en équilibre
15.10 Quatre mariages pour une lune de miel
17.00 Petits plats en équilibre
17.05 Quatre mariages pour une lune de miel
18.00 Star Academy, la quotidienne
19.00 La villa des coeurs brisés
20.05 Petits plats en équilibre
20.10 Appels d'urgence

08.00 Kaamelott
10.10 NCIS
16.30 Les cinquante
17.45 Tout beau, tout n'uf
20.25 Maléfique : le pouvoir du mal



22.30 Je te veux moi non plus

FLECHES N°9400

P	A	Q	U	E	B	O	T	
A	B	U	S		A	M		F
R		A		T	R	I	M	E
T	I	R	E	R		S		T
I		T		I	N		J	E
	C		A	B	I	M	E	E
P	A		N	U		E	T	S
E	N	T	E	N	D	R	E	
S	O	I		A	R		E	R
A	N	G	E	L	O	T		U
N		R	U		N	E	T	S
T	R	E	S	S	E	S		E

CROISÉS N°9400

I	M	M	O	N	D	I	C
M	O	U	L	E	E	R	
P	I	R	E		C	H	A
A	R	A		T	A	S	S
L	A	I	T	O	N		S
P		L	I	P	I	D	E
A	L	L	E		L	O	
B			E	N	C	L	I
L	A		S	I	E	G	E
E	U	X		O	R	T	I

SUDOKU N°9400

9	1	5	6	2	8	7	4	3
6	4	3	7	5	1	2	9	8
2	7	8	3	9	4	6	1	5
5	3	7	1	4	2	9	8	6
8	9	1	5	6	3	4	7	2
4	2	6	8	7	9	3	5	1
3	5	2	9	1	7	8	6	4
7	6	4	2	8	5	1	3	9
1	8	9	4	3	6	5	2	7

CODÉS N° 9400

1	M	2	I	3	T	4	A	5	L	6	U
7	E	8	S	9	N	10	O	11	R	12	V
13	G	14	B	15	D	16	C	17	P	18	
19	20	21	22	23	24						

10 REFERENCES



FLÉCHÉS N° 9401

	↕							
	RENDRE MEILLEUR, CHANGER EN MIEUX	↕	EMPORTÉS ----- BIEN ECLAIRÉE	↕	ECOLE DU POUVOIR ----- BIEN VRAI !	↕		↑
								RADIUM ----- ARTICLE
					↕			↕
		←	A L'AUDACE ----- BLASES		NÉES D'UN MEME ACCOU- CHEMENT			
	↑		↕					
	TRADITIONS ----- VOIE					↕	COEUR DE LION ----- MINI - MESSAGE	→
	↕							
			REFLET ----- DES TRACAS !	→				
			↓					
	DIRECTION ----- ÉLEVÉ	→					DECOUVERT ----- VEHICULE DE TRANSPORT	→
	↓						↕	
		↕	NEGATION ----- SYMBOLE DU MERCURE	→		CANE COURT PAS LES RUES !		
		←				↓		↑
						↕	FAIRE SON PETIT BESOIN ----- DEMONS- TRATIF	FRANGINE ----- OBTENUE
						←		↓
		↕	INTELLIGEN- CE ARTIFICIELLE ----- VENIR AU MONDE		DOCUMENT ----- UN BOUT A TIRER	→		↓
	↑				↓			
LE JOUR OU NOUS SOMMES		↕						↑
							LE SEUL A DONNER DE SA RICHESSE SANS LA DIMINUER !	
		↕	COMPACT- DISC ----- SOMME A JOUR	→				

FOVILLIS N° 9401

[illegible]

1. Réserve avec ça !
2. Bons à jouer des tours.
3. Casse au crible.
- Vice du consentement.
- A suivre.
4. Contracté.
- Papillon à l'écrou.
5. Retour au passé.
- Symbole du 13.
6. Bel homme fat et niais.
7. Dans le coup.
- Porte-bagages.
8. Type.
- Conjonction.
9. Fabrique de crème.
10. Maintenus dans le même état.

A. Peut compter musette.
B. Très maigre. Grecque.
C. Ordre équin. Alors bonne note est prise !
Sous couvert.
D. Préposition.
Mesures. Elle va ça et là à ce qu'on entend.
E. Reine du X.
F. Mauvais gardien de but. Compris.
Jumelles à la barre.
G. Communication en un sens.
H. Note élevée.
Réfléchi. Points opposés.
I. Connue et reconnue.
Chamboulé.
J. Pièces de piano.

N	I	A	G	R	U	O	B	M	A	T	O	P	O	T
F	L	S	E	I	L	O	C	N	A	L	E	M	N	T
T	I	R	I	S	E	E	E	L	B	F	O	E	A	N
N	O	E	A	U	S	N	U	E	A	N	M	G	E	O
E	N	V	F	I	I	S	N	N	D	E	R	N	R	M
M	O	I	O	S	E	E	T	E	S	E	O	N	T	H
E	I	N	I	G	F	O	S	S	S	I	I	O	C	E
V	T	U	I	I	M	I	I	S	T	N	R	I	E	L
I	C	T	C	E	T	T	I	A	T	E	E	T	P	I
S	E	E	C	N	U	V	L	E	I	E	I	A	S	C
U	F	A	A	O	I	O	R	F	G	U	T	T	R	E
L	F	H	L	T	S	E	I	A	O	G	R	I	U	R
C	A	G	E	E	T	N	R	N	B	A	O	G	O	E
X	N	E	D	R	U	O	G	G	E	B	P	A	J	V
E	C	O	R	D	E	A	U	E	R	I	O	L	G	A

AFFECTION – AGITATION – AGRESSION – BAGUE
– BENEFICE – BŒUF – CORDEAU – CUISINE –
DESOLATION – ENGLOUTISSEMENT – EXCLUSIVEMENT –
FACE – FANGE – FANTOME – FIEF – GAIN – GITE –
GLOIRE – GOBER – GOURDE – HANTISE – INTERET –
JOUR – LION – MELANCOLIE – MONDE – MONT – NOISE –
ORAGE – PORTIER – RAIE – RISEE – SPECTRE – TALUS –
TAMBOUR – TOPO – UNIFIER – UNIVERS.

Les 10 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- De mon 1er, on dit que c'est la plus belle conquête de l'homme.
- Mon 2e est un passé récent.

Mon tout est une bague à chaton plat.

1 I	2 R	3 C	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

6	5	1	15	7	2	8	1	9	7
9	6		4	15	10	6	7	2	
1	11	4	16	7		17		1	13
13	1	11	4	5	12	7	8		10
1	12		14	9		2	4	15	1
8	7	3	10	6	7		6	2	
4		6	5	7	8		16	4	16
9	17		12	13		17	2	1	7
7	6	8		8	1	2	7		5
6	5	7	8		5	10	5	5	7
2	1	11	7	5	9		6	4	
8		7	5	3	4	1	8	8	7
	5	7	9		3	13		8	6
11	6	8	7	9	9	7		7	8
1	13		8	4	8	8	7	8	

SUDOKU N° 9401

				6		8		
	5		4			7		3
	9	3					4	
		7			5	2	6	
	3				6	9		
2		6		7	8		3	
	7	1		3	4		9	8
8	2						5	
		4	8					

100

«Braquage» au musée du Louvre : des bijoux dérobés



Des bijoux ont été dérobés dimanche matin au Louvre à Paris lors d'un «braquage» mené par des malfaiteurs qui ont pris la fuite, ont indiqué la ministre de la Culture et une source proche du dossier, le musée le plus visité au monde restant fermé pour la journée.

Les faits se sont déroulés, selon les premiers éléments de l'enquête, entre 09H30 et 09H40. Le montant du butin est en cours d'évaluation.

Les malfaiteurs, dont le nombre n'a pas été communiqué pour l'instant, seraient venus en scooter et ont utilisé un monte-charge pour accéder à la salle qui les intéressait. Ils étaient munis de petites tronc-neuses, selon une source policière.

Un ou plusieurs malfaiteurs se sont introduits dans le musée, a indiqué à l'AFP son entourage, qui n'avait alors pas donné d'indications sur un éventuel vol d'objets d'art.

Le Louvre est le plus visité au monde avec près de neuf millions de visiteurs en 2024, dont 80% d'étrangers.

Traversées vers l'Angleterre : 185 migrants secourus



Cent quatre-vingt-cinq migrants ont été secourus entre vendredi et samedi dans les eaux françaises alors qu'ils tentaient de rejoindre l'Angleterre à bord d'embarcations clandestines, ont indiqué samedi les autorités françaises.

Vendredi matin, deux opérations de sauvetage ont respectivement mené à la prise en charge de 81 passagers d'une embarcation partie des côtes françaises au niveau de la baie de Somme (nord), et à celle de 80 personnes demandant à être secourues à la suite de l'avarie de leur bateau au large d'Equihen-Plage (nord), indique la préfecture maritime française dans un communiqué.

Enfin, dans la nuit de vendredi à samedi, 24 passagers d'une autre embarcation ont été pris en charge lors d'une tentative de traversée partie des dunes de la Slack (nord), tandis que les autres passagers de l'embarcation ont souhaité poursuivre leur route.

D'après les chiffres officiels du Home Office, le ministère de l'Intérieur britannique, aucun «small boat», du nom des embarcations de fortune utilisées pour ces tentatives clandestines de traversée de la Manche, n'est arrivé en Angleterre vendredi.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Rome : manifestation contre l'accord migratoire avec la Libye après un nouveau naufrage



Des centaines de migrants et militants des droits de l'homme ont manifesté samedi à Rome contre l'accord migratoire de 2017 entre l'Italie et la Libye, au lendemain d'un nouveau naufrage en Méditerranée dans lequel ont disparu une vingtaine de personnes.

Le gouvernement italien de Giorgia Meloni et l'Union européenne financent et forment les garde-côtes libyens

pour intercepter les migrants tentant la traversée vers l'Europe, une priorité du parti d'extrême droite de Mme Meloni, Fratelli d'Italia.

Vendredi, les garde-côtes italiens ont annoncé rechercher les survivants d'un bateau naufragé transportant environ 30 personnes, à environ 50 miles au sud-est de l'île de Lampedusa. Une dizaine d'entre eux ont été se-

courus. L'association caritative Alarm Phone a dit «craindre environ 20 morts».

Entre le 1er janvier et le 13 septembre, 456 personnes ont perdu la vie et 420 ont été portées disparues le long de la route maritime du centre de la Méditerranée, la plus dangereuse du monde pour les migrants, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Maroc: GenZ 212 réclame la libération des personnes arrêtées

«Détenus, restez sereins, nous poursuivrons la lutte!» ont scandé des manifestants rassemblés samedi à Rabat à l'appel du collectif GenZ 212. Depuis le 27 septembre, le collectif, dont les fondateurs restent anonymes, organise des rassemblements pacifiques à travers le pays pour exiger des réformes dans les secteurs de la santé et de l'éducation, la fin de la corruption et le limogeage du gouvernement.

Aux premiers jours de cette

mobilisation initialement interdite, la police a procédé à des centaines d'interpellations. En marge des rassemblements, deux soirées ont été émaillées de heurts - faisant trois morts près d'Agadir (sud) - Selon un dernier bilan de l'Association marocaine des droits humains, plus de 600 personnes, dont de nombreux mineurs, sont détenues en attendant leur procès pour participation aux manifestations ou violences connexes.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

UN MOTIF DE SOULAGEMENT

Les autorités du Canton de Genève ont décidé de se délester de leur responsabilité à prendre en charge la scolarité des enfants frontaliers. Les parents sont dévastés et les élèves livrés aux champs. On peut croire que la mesure toucherait les bambins français dont les familles résident de l'autre côté de la frontière suisse. Il n'en est rien car la majorité des enfants sont de nationalité helvétique. Dès lors, leurs parents ne manquent pas de pester et de protester contre une mesure qui fait d'eux des citoyens suisses de seconde zone. D'autant que la décision ne repose pas sur une quelconque bribe d'un nationalisme renforcé, mais obéit à des calculs purement économiques.

Les autorités genevoises ont estimé que leur décharge vis-à-vis de leurs concitoyens

frontaliers leur permettra d'économiser plus de 27 millions d'euros sur quatre ans. La riche Suisse prouve ainsi qu'elle n'est plus l'Eden d'antan et goûterait maintenant aux mêmes turbulences économiques et financières des pays voisins. Des milliers d'enfants vont en payer un prix lourd dans une déshumanisation s'étendant au tréfonds du monde occidental. Gares de chemins de fer supprimées dans le monde rural, petits commerces disparus, des centres de santé et des pharmacies évanouies, un phénomène qui prend de l'ampleur faisant des populations des laissés-pour-compte.

On aura beau caresser le souci de la

performance et la qualité pour justifier les rationalités budgétaires des Etats, il n'en demeure pas moins que la sérénité sociale est largement secouée.

En dressant un parallèle du désarroi planté dans le cœur des familles frontalières genevoises avec l'école algérienne, on trouvera probablement un motif de soulagement. Car l'institution éducative nationale n'est pas logée à la même enseigne. Plus de 12 millions d'enfants scolarisés gratuitement pris en charge et des milliers d'écoles algériennes construites dans les coins les plus reculés du pays est un fort signe de la considération dont bénéficie la population.

Certes tout ne se réalise pas dans la perfection, mais on doit retenir que les attentes de la société sont au centre des premières préoccupations.

Un avion d'Air China dérouté après l'incendie d'une batterie dans un bagage



Un avion de la compagnie Air China a été dérouté sans encombre samedi vers Shanghai après qu'une batterie rangée en cabine dans le bagage à main d'un passager a pris feu, a déclaré la compagnie aérienne.

L'incident s'est produit à bord du vol reliant la ville de Hangzhou, dans l'est de la Chine, à l'aéroport international d'Incheon, près de Séoul, en Corée du Sud.

«Une batterie au lithium s'est enflammée spontanément dans le bagage à main d'un passager rangé dans le compartiment supérieur du vol CA139», a déclaré la compagnie aérienne dans un communiqué publié sur le réseau social chinois Weibo.

Une image prise par un passager et publiée par le média national Jimu News, affilié à l'Etat, montre des flammes dans un compartiment de rangement supérieur. On aperçoit également de la fumée noire et au moins un passager essayant d'éteindre l'incendie.